

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 7 SEPTEMBRE 1978 - N° 742

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Séguy s'adapte

Le discours de rentrée de Georges Séguy prononcé devant les militants CGT de la région parisienne, a été marqué par quelques nouveautés.

C'est le cas des appels à la lutte, essaimés au milieu de considérations générales sur la politique d'austérité du pouvoir. C'est aussi le cas de l'évocation des contradictions internes à la CGT, au moment où la centrale s'avance dans la préparation de son congrès. A nouvelle situation, nouveaux discours, sans pour cela que l'orientation de la confédération n'ait changé dans son fond. En fait, Séguy cherche à s'adapter, il cherche à s'adapter à la faillite d'un espoir électoral auquel il entendait subordonner les luttes, il cherche à s'adapter à l'impasse dans laquelle est engagée la gauche.

Voir p. 6

SOUS PRETEXTE DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

encore des hausses!



On savait Barre arrogant, méprisant, cynique. Il parvient pourtant à progresser dans cette voie-là. Il y a quelques jours, une éventuelle baisse de l'essence était annulée sous le prétexte que les économies réalisées permettraient de différer la prochaine hausse. En fait de report, la hausse est décidée au conseil des ministres ! Sous prétexte de lutter contre l'inflation, Barre maintient le déficit budgétaire à 15 milliards en pratiquant une série de hausses. Augmenter les prix pour les faire diminuer, voilà une performance. Ces décisions là du conseil des ministres, qui touchent directement des millions de travailleurs, Barre tente de les passer sous silence en mettant en avant les mesures prises à propos du chômage.

La bourgeoisie, dans ses cours d'économie tels que les affectionne Barre, posait le dilemme inflation ou chômage. Barre parvient au tour de force : inflation et chômage.

Voir p. 3

A propos de Camp David
**Arafat : «Quand il y va
de l'avenir d'un peuple,
on ne peut pas tergiverser»**



Bégin veut maintenir l'armée sioniste dans les territoires occupés au mépris des droits du peuple palestinien.

Voir p. 9

Zimbabwe : la faillite du règlement interne

Interview exclusive
de Eddison Zvobgo
membre du CC
de la ZANU

Lire en p. 2

Iran : grève générale jeudi à Téhéran

Après l'immense manifestation de lundi à Téhéran et les nombreuses manifestations en province, une grève générale a été décidée dans la capitale pour jeudi.

Voir p. 9

Prestil : 200 ouvrières qui refusent le chômage

Licenciées le 15 août les ouvrières de l'usine Prestil de Choisy-le-Roi occupent leur usine. Elles ont déjà reçu un large soutien des travailleurs de la ville et des autres usines du groupe.

Voir p. 4

Kanapa est mort

Kanapa n'était pas le plus connu des dirigeants du PCF, il n'était pas non plus celui qui se montrait le plus. Chargé de la politique extérieure, il n'était au BP que depuis peu. Pourtant, il y a bien longtemps que Kanapa jouait un rôle important, lui qui eut, de par ses fonctions, de nombreux et très directs rapports avec l'URSS.

Voir p. 12

En parcourant la grande braderie de Lille

Devenue une véritable institution, la grande braderie de Lille attire chaque année des foules énormes venues de l'importante agglomération nordiste. C'est un lieu de commerce, mais aussi de rencontre, où les débats politiques ont leur place.

Voir P. 8

Rentrée scolaire : attendre avant d'acheter

Les frais de rentrée scolaire ont augmenté globalement d'environ 11 % sur la rentrée 77. Pour chaque famille la note sera élevée. Aussi, quelques conseils pour tenter de limiter les frais ne sont peut-être pas inutiles.

(Voir p. 8)

Zimbabwe : les combattants de la liberté contre les plans impérialistes

- 1 - LA FAILLITE DU «REGLEMENT INTERNE»

Interview de Eddison Zvobgo
Membre du Comité Central de la ZANU
recueillie le 2/9/78 par Jean-Pierre CHAMPAGNY

●Après plusieurs versions contradictoires, Nkomo, président de la ZAPU une des organisations du mouvement de libération du Zimbabwe et co-dirigeant du Front Patriotique a reconnu avoir eu une rencontre secrète avec le chef des racistes de Rhodésie, Ian Smith. Il a déclaré qu'il ne négociait pas pour arriver au pouvoir seul et qu'il associerait Mugabe, dirigeant de la ZANU à d'autres négociations. Néanmoins, l'acceptation par Nkomo de cette rencontre est toujours vivement critiquée par les pays de la ligne de Front qui soutiennent le mouvement de libération.

Le Front Patriotique du Zimbabwe regroupe les deux organisations du mouvement de libération du Zimbabwe, la ZANU et la ZAPU. La ZANU, qui organise également dizaines de milliers de combattants, opère sur tout le territoire national et contrôle d'importantes zones rurales où elle mène un intense travail d'organisation et d'éducation politique des masses. La ZAPU, de son côté, dispose de plusieurs milliers de combattants, principalement basés en Zambie, qui opèrent contre l'armée de Smith dans le nord du pays.

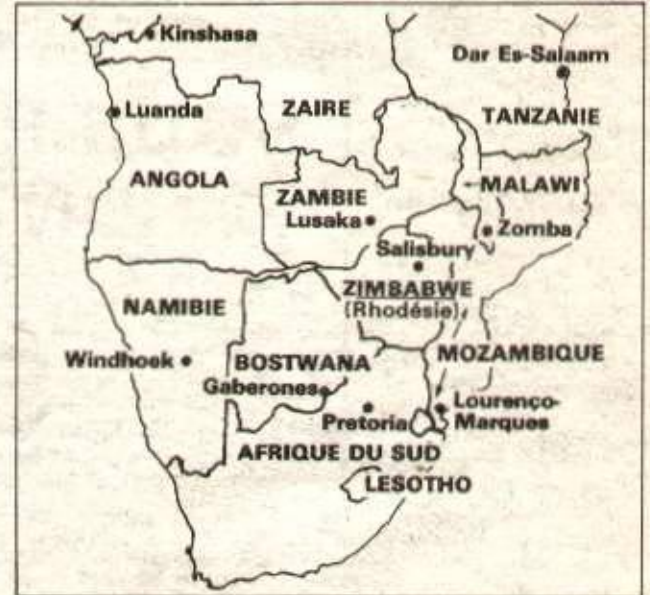
Le Front Patriotique a été formé en octobre 1976 pour présenter un front uni du mouvement de libération face aux manœuvres de Smith et aux plans de règlement anglo-américains. Le Front implique également une certaine coordination des opérations militaires. Mais à la base, les deux organisations sont totalement distinctes. Sur le front diplomatique, le Front Patriotique à jusqu'ici bien fonctionné : c'est au sein du Front que les

deux organisations sont allées à la conférence de Genève, au sein du Front qu'elles ont critiqué le plan anglo-américain, qu'elles ont négocié à nouveau à Malte au début de cette année et qu'elles ont repoussé le «règlement interne».

Etant donné la force déterminante que représente le Front, puisqu'il est le porte-parole de tous les combattants du Zimbabwe, les impérialistes n'ont cessé de souhaiter le diviser, le rompre. C'est ainsi que les gouvernements britannique et américain ont multiplié ces mois derniers les déclarations favorables à Nkomo, souhaitant qu'il s'associe au règlement interne. De même l'URSS a toujours accordé une aide privilégiée à la ZAPU. Nkomo a déclaré que «la Grande-Bretagne, l'Amérique et la Russie étaient au courant de la rencontre». Alors que la ZANU et les pays africains ne semblent avoir été prévenus qu'après coup.

Quelle est la portée et la gravité de cette nouvelle manœuvre de Smith et des impérialistes ? L'entretien que nous avons eu la semaine dernière avec Eddison Zvobgo, membre du comité central de la ZANU et responsable à l'Information, est à cet égard très instructif. En nous expliquant comment le règlement interne a échoué, et quelle est la situation de la guerre de libération, il nous a fait comprendre que toute manœuvre impérialiste se heurterait inévitablement à une réalité, celle du pouvoir populaire que la ZANU édifie aujourd'hui dans les zones libérées : «Pour mettre fin à la guerre, il faut négocier avec ceux qui combattent».

J.P.C.



▲ Spectacle de marionnettes à Salisbury
Robert Mugabe parmi les combattants ▼



Smith a envoyé ses hommes pour bombarder et tuer tout rassemblement dans le pays. Les massacres ont continué : une centaine de personnes près de Victoria, soixante-quatorze au Nord de Salisbury... Plus ses troupes tuaient hommes, femmes et enfants, plus Muzorewa et Sithole apparaissaient comme des marionnettes et rien d'autre. Ils avaient beau faire des conférences de presse pour dire qu'ils étaient horrifiés et qu'ils n'avaient pas été consultés, alors qu'un homme de Sithole est ministre de la Défense. Nous avons pu dire «mais pourquoi voulez-vous qu'on vous consulte, puisque vous êtes des marionnettes. Nous l'avions bien dit !».

UN CHIEN POUR TOUT PUBLIC

E. Zvobgo raconte que

Muzorewa et Sithole sont tellement impopulaires que le dernier meeting qu'ils avaient tenté de tenir a dû être annulé : ils n'avaient qu'un chien pour tout public. Quant au chef Chirau, E. Zvobgo le juge «puéril». «C'est un bouffon : il a pris la parole au Parlement pour demander à Smith si les chefs auraient toujours le droit de battre leurs femmes !»

Le responsable à l'information de la ZANU conclut ainsi : «C'est une combinaison de facteurs : l'intensification de la lutte armée, l'accélération de notre programme d'éducation politique, l'instauration de comités d'administration populaires dans tout le pays, et l'incapacité du régime à faire croire qu'il pouvait donner un quelconque pouvoir au peuple, c'est tout cela qui a causé l'échec du «règlement interne».

Nous avons d'abord demandé à Eddison Zvobgo comment à l'intérieur du Zimbabwe le Règlement avait échoué.

«Quand le «règlement interne» a été signé en mars, nous avons averti le reste du monde et le peuple du Zimbabwe que ce qui se passait n'était qu'une manœuvre de Smith qui ne voulait pas de solution politique. Tout ce qu'il faisait, c'était trouver trois «oncle Tom» pour donner l'apparence d'un élargissement de son régime (...)

Son but était d'arrêter la guerre sans résoudre les problèmes qui ont mené à cette guerre. Cette guerre, depuis douze ans, a eu pour but la démolition d'un système dans le pays. Pas simplement renverser Ian Smith, mais démanteler tout le système raciste et réactionnaire dans le pays et instaurer à sa place un ordre social et politique conforme aux intérêts des larges masses du Zimbabwe qui sont africaines.

«NEGOCIER SUR LE TERRAIN : ESSAYEZ DONC !»

Après l'accord de «règlement interne», Muzorewa et Sithole se sont mis à parler comme des colons blancs. Ils se mirent à parler de la nécessité de donner confiance aux Blancs, de la stabilité comme en parlent Vorster et Smith. Bien plus, ils parlaient de la «défense du christianisme», et de la «civilisation» ! De fort étranges paroles dans la

bouche de gens d'un pays qui a été opprimé depuis quatre-vingts ans. Ils ont dit qu'ils allaient faire réussir l'accord qu'ils avaient signé. Nous avons répondu : «Mais comment allez-vous faire ?» Nous sommes déterminés à mener cette guerre à son terme. Nous avons les forces, les fantoches ne les ont pas. Nous avons dit : il n'y a que deux parties dans cette guerre, le Front Patriotique d'un côté, les forces réactionnaires du régime au service de l'impérialisme britannique de l'autre. Il n'y a pas d'autre partie. Pour obtenir un cessez-le-feu il faut négocier avec ceux qui dirigent les forces authentiquement engagées dans le combat. Il est stupide de penser qu'on peut partir sur le terrain et dire à un combattant «Allez, faisons un cessez-le-feu». Sithole et Muzorewa ont prétendu qu'ils pouvaient négocier sur le terrain avec la guérilla et faire cesser la guerre. Nous leur avons répondu : «Allez-y essayez donc !».

«ILS NE SONT JAMAIS REVENUS !»

D'abord Muzorewa a mis sur pied une équipe de soixante hauts responsables de son parti pour les envoyer dans différentes régions afin d'entrer en contact avec nos camarades sur le terrain. C'est alors que, du Front, nous avons eu des informations de nos camarades qui disaient qu'il y avait des gens bizarres qui se répan-

daient dans tout le pays et demandaient à parler aux commissaires politiques et aux responsables. Nos camarades nous demandaient ce qu'il fallait faire. Nous avons réuni le Comité central et l'état major et nous avons donné des ordres très stricts : «Arrêter et ramener à la base toute personne parlant de cessez-le-feu. En cas de résistance, tirer pour tuer». Le premier groupe de Muzorewa fut arrêté.

Ensuite, vinrent des hommes de Sithole avec des blue-jeans, des montres de blue-jeans à distribuer, des tee-shirts avec la tête de Sithole dessus, beaucoup d'argent pour tenter d'acheter les guerilleros. Ils furent tous arrêtés. D'autres qui tentaient de résister ou de s'enfuir furent abattus. En fait, de tous ceux que Muzorewa et Sithole ont envoyés, aucun n'est jamais revenu pour faire un rapport. Pour la première fois, Muzorewa et Sithole réalisèrent que leur entreprise était stupide.

LES MASSACRES CONTINUENT

Eddison Zvobgo conclut que cet échec a complètement discrédité les fantoches, puisqu'ils avaient montré concrètement qu'ils n'avaient aucune influence sur les combattants. Cette situation a aggravé les contradictions entre les fantoches eux-mêmes et entre Smith et ses fantoches qui s'avéraient peu

utiles. En même temps, Smith reprenait sa politique de massacres et d'atrocités. «Smith a continué les massacres dans les «zones tribales». Vous savez que, comme le camarade président Mugabe nous l'a demandé, cette année, nous intensifions la lutte, y compris au niveau de l'éducation politique. Nous faisons des cours d'éducation sur nos objectifs politiques économiques et sociaux dans tout le pays. Alors

Le mouvement de libération du Zimbabwe mène depuis douze ans la lutte contre le régime raciste de Rhodésie. Actuellement, il comprend la ZANU, dirigée par Robert Mugabe et la ZAPU, dirigée par Joshua Nkomo. En mars, Ian Smith, chef des racistes a tenté de mettre sur pied un «règlement interne», en associant des collaborateurs africains à son gouvernement, sans rien changer au système raciste d'exploitation et d'oppression. Aujourd'hui, cette tentative a échoué : les ministres Muzorewa et Sithole étant complètement discrédités. La rencontre avec Nkomo, dernière manœuvre de Smith, montre que celui-ci, de même que les impérialistes, ne croit plus du tout au «règlement interne».

utilises. En même temps, Smith reprenait sa politique de massacres et d'atrocités. «Smith a continué les massacres dans les «zones tribales». Vous savez que, comme le camarade président Mugabe nous l'a demandé, cette année, nous intensifions la lutte, y compris au niveau de l'éducation politique. Nous faisons des cours d'éducation sur nos objectifs politiques économiques et sociaux dans tout le pays. Alors

● Deux ministres ont tenu la vedette du conseil des ministres de ce mercredi. Boulin, qui a présenté un long rapport que les mesures à prendre face au chômage grandissant, et Papon qui a présenté les grandes lignes du budget de 79. Derrière eux, un troisième qui tire les ficelles, Barre. Nous détaillons ci-dessous les différentes mesures adoptées. Reste à noter que pour faire passer ces nouvelles agressions contre les travailleurs, le gouvernement sait s'entourer des artifices de la démocratie. L'opposition — parlementaire bien sûr — peut désormais répondre... mais les décisions sont prises quand même. Quant au budget, il n'est pas adopté, mais soumis au Parlement. On connaît sa réponse.

Quand Giscard - Barre s'occupent du chômage

● Le conseil des ministres de mercredi comportait notamment à son ordre du jour, les hausses fiscales et des mesures «contre» le chômage. Ce dernier point préoccupe beaucoup le gouvernement ces derniers temps, au moins en apparence puisque cette discussion fait suite à la mission confiée à Fabre par Giscard.

Quatre mesures avaient été prévues lors de la préparation de ce conseil des ministres dont nous rendrons compte demain.

● **La révision des équivalences.** Le système des équivalences oblige dans certaines professions les travailleurs à assurer quelquefois près de 60 heures de présence hebdomadaire alors qu'ils ne sont rémunérés que pour 40. C'est le cas notamment dans certains salons de coiffure, dans les hôtels, dans la batellerie, etc. Bien qu'il ait été envisagé dit-on, la suppression totale de ce système, la solution qui a été retenue en définitive consiste à les réduire d'une heure là où elles dépassent 50 heures.

● **«Incitation» à la création d'une quatrième équipe et demi dans certains ateliers.** Conséquence prévue : 10 000 emplois supplémentaires alors que la cinquième équipe en aurait créé 35 000...

● **Pénalisation des heures supplémentaires.**

Le projet consiste à faire majorer par les patrons les tarifs des heures supplémentaires de 30 % entre 41 et 48 heures (actuellement elles ne sont majorées que de 25 %) mais les ouvriers ne toucheraient plus qu'une majoration de 20 % (soit une diminution de 5 % par rapport à ce qu'ils touchent actuellement). La différence irait aux caisses de l'ASSEDIC qu'on dit en cessation de paiement dans quelques mois.

● **Diminution de la durée maximale hebdomadaire.** Enfin, la durée maximale hebdomadaire serait ramenée à 50 heures (elle est actuellement de 52 heures). Il est bon de savoir que 2,8 % des ouvriers passent plus de 48 heures au travail, les répercussions de cette mesure seraient donc très minimes !

Il se dit, dans les milieux proches du gouvernement que ces décisions ont été envisagées après de longues réflexions. Pourtant aucune n'est de nature un

Au conseil des ministres

HAUSSE RÉELLE DES PRIX, MESURES HYPOTHÉTIQUES CONTRE LE CHÔMAGE

tant soit peu à faire face à l'escalade du chômage. Au contraire, certaines d'entre elles pénalisent les travailleurs actifs pour renflouer les caisses de l'ASSEDIC ou tentent de s'appuyer sur la légitime aspiration à une réduction des horaires pour diminuer les revenus des travailleurs.

C'est décidément une obsession de ce gouvernement : ou c'est la lutte contre l'inflation, ou c'est la lutte contre le chômage qui est privilégiée ; le résultat, chacun le connaît, on a les deux. Certes, d'autres mesures auraient été envisagées telles que la réduction de la durée légale hebdomadaire de 40 à 36 heures ou la création de 70 000 emplois dans le secteur public ou para-public, etc. Le gouvernement a repoussé ces propositions en objectant que cela ne serait pas suffisamment créateur d'emploi. Les mesures retenues le sont-elles davantage ? Nul ne peut le croire au contraire. A bien étudié ces propositions, il en ressort la nette impression que le gouvernement ne cherche pas réellement à prendre le problème à bras le corps.

Il est vrai qu'il n'y aura pas d'échéances électorales en vue dans les six mois qui viennent. Barre veut en profiter.

François MARCHADIER

Comme en septembre 76, comme en 77, nouveau budget = hausses

● Une nouvelle fois, comme le 6 septembre 76, date du premier plan Barre, comme en septembre 77, l'adoption par le Conseil des ministres du projet de budget se traduit pour les masses populaires par l'annonce d'une série de hausses. Comme les fois précédentes, ces intolérables atteintes aux conditions de vie sont enrobées de soi-disant motivations sociales.

En 76, c'était pour lutter contre l'inflation qu'a été mis en place le premier plan Barre. En 77, c'était pour favoriser l'emploi des jeunes qu'ont été pratiquées les augmentations, et quelques mois plus tard la «vérité» des prix des tarifs publics. Aujourd'hui,

c'est à la fois pour lutter contre l'inflation — en limitant le déficit budgétaire initial — pour lutter contre le chômage et aussi pour lutter contre les inégalités (sic), qu'une nouvelle vague d'atteintes aux droits des travailleurs est décidée.



Des hausses de prix tout d'abord. Dans les bureaux du ministère des Finances, là où on met toutes ces mesures au point, on appelle ça des «recettes de poche». Recettes de poche donc que l'augmentation de l'essence, du tabac, des cigarettes, de l'alcool, de la vignette-auto. Avec en prime la création d'une nouvelle taxe, sur les autoradios. Celle-ci était envisagée depuis plusieurs mois déjà, et le gouvernement avait fait discrètement savoir aux fabricants qu'une campagne publicitaire en faveur des autoradios serait souhaitable avant l'été. On comprend maintenant pourquoi.

Recettes fiscales supplémentaires ensuite. Au nom de la réduction des inégalités, on frappe un peu plus les gros revenus, sans pour cela oublier les autres.

A propos des gros revenus, on plafonne la déduction des 10 % pour frais professionnels. Pour les autres, les travailleurs, on réintègre les indemnités de sécurité sociale dans le revenu imposable. Ce qui consistera à augmenter un peu l'imposition des gros salariés, tandis que les travailleurs en maladie ou en maternité seront amenés à payer pour la première fois des impôts.

LA RENTRÉE DES PARTIS

3 — L'UDF tente de se donner une structure solide

Les partis qui composent l'UDF ont la tâche difficile de défendre une politique d'austérité de plus en plus impopulaire. Jacques Blanc, secrétaire général du PR, le principal parti de l'UDF, a fixé comme objectif à ses militants de «construire pour le président un grand parti, populaire, imaginatif et organisé», ajoutant, comme pour se convaincre lui-même : «Nous n'avons pas à avoir de complexe». Malgré les timides débuts de l'ouverture en direction des radicaux de gauche, les difficultés ne manquent pas pour cette coalition qui ne réussit pas pleinement son ouverture à gauche et se voit attaquée à droite par le RPR. Sans parler des contradictions qui opposent, à l'intérieur même de l'UDF, les différents partis qui la composent.

Le problème qui se pose à l'UDF est de parvenir à constituer un parti structuré pour soutenir l'action de Giscard. De ce point de vue, l'UDF a un retard certain sur le RPR, qui dispose, lui, d'une organisation solide. C'est dans l'optique de rattraper ce retard que s'est constituée, à la veille des élections de 1978, cette fédération des partis de droite non-RPR. Le problème se pose maintenant pour elle de sa consolidation. Différents moyens se mettent en place dans ce but. Le mouvement des jeunes giscardiens «Autrement» s'est fixé pour but de préparer l'avenir en formant des militants parmi les fils de bonne famille. Des études de marché sont faites sur la popularité des leaders : on s'est inquiété en haut lieu

de ce que le grand public ignorait jusqu'à l'existence de Michel Pinton, secrétaire général de l'UDF : l'UDF a commandé une enquête à l'IFOP pour déterminer d'où venait cette méconnaissance de l'opinion, en vue d'y remédier.

Outre ces problèmes de formation de représentants ayant une bonne image de marque, l'UDF se trouve confrontée aux problèmes inhérents à sa nature même de confédération de partis. Les querelles de chapelle — et de personnes — la divisent : déjà, lors de sa constitution, à la veille des élections, la mise en place des organes de direction avait donné lieu à de laborieuses tractations. Le problème va se trouver de nouveau posé pour l'établisse-

ment des listes de candidature aux élections européennes. Il est probable qu'il y aura une liste unique UDF à ces élections, mais les partis se disputent pour savoir qui aura la meilleure place pour la répartition des candidats : d'ores et déjà, Stasi, pour le CDS, a fait savoir qu'il réclamerait un traitement de faveur pour son parti, eu égard à la fermeté de ses positions européennes. Les raisons d'affrontement ne manqueront donc pas.

Ce qui rend hasardeux tout pronostic sur une éventuelle fusion des partis de l'UDF. Pendant ces vacances, Lecanuet s'était prononcé pour une fusion, mais en restant très prudent sur les possibilités de la réaliser rapidement.

L'image de marque réformatrice de l'UDF se trouve compromise par la présence de ténors marqués nettement à droite, voire à l'extrême-droite. On connaît les problèmes que pose au PR la présence dans ses rangs de Médecin et les multiples hésitations pour savoir comment s'en débarrasser.

Ces tentatives pour se défaire de personnalités trop marquées à droite s'inscrivent dans les tentatives d'ouverture à gauche, contre lesquelles tonitruent le

RPR. Du côté du centre-gauche, on connaît la récente mission de Fabre, en même temps qu'on voit les limites de cette ouverture en direction du MRG. Côté PS, les choses ne progressent pas de façon significative. On se souvient de l'initiative de Giscard d'inviter un socialiste aux discussions sur le désarmement à l'ONU. Le terrain était bien choisi, les convergences ne manquent pas entre PS et giscardiens sur ce problème. Mais les choses en sont restées là, et la conférence sur le désarmement a sombré dans l'ombre. Il semble difficile que l'ouverture progresse beaucoup plus vite. PS et giscardiens s'affronteront selon toute vraisemblance lors des élections présidentielles de 1981 : le PS n'a donc pas intérêt à trop étaler ses convergences avec Giscard d'ici là.

Les difficultés ne manquent donc pas pour ce mouvement. Certes, il a des atouts en main puisqu'il occupe Elysée et Matignon, avec tout ce que cela suppose comme moyens à sa disposition. Mais il a affaire à une rude concurrence à droite, et le RPR n'entend pas le ménager.

François NOLET

LUTTES OUVRIERES

Prestil (Choisy-le-Roi)

200 OUVRIERES QUI REFUSENT D'ETRE CHOMEUSES

● Il y a à Choisy le Roy, dans la banlieue Sud de Paris, quelques centaines de femmes qui malgré la rentrée, n'ont pas pour autant repris le travail : il s'agit des ouvrières de l'usine Prestil (fermetures éclairs) dont 214 sur les 400 que compte l'usine ont reçu le lendemain du 15 août, leur lettre de licenciement. Ce jour-là, la direction et quelques jaunes retroussaient d'ailleurs leurs manches et déménageaient les machines de l'atelier finition dans une autre usine du groupe IMI OPTI : celle de Petit Quevilly dans la banlieue de Rouen. Ne suivant pas le conseil de la direction — « inutile de faire votre préavis » — les ouvrières licenciées sont revenues à l'usine, avenue Rondu... pour l'occuper depuis lundi soir.

Une initiative utile qui jusqu'ici a su dissuader la maîtrise et quelques jaunes de refaire partir la production : elle en est réduite à

faire les cent pas, avec pour se rehausser le moral, une banderole de la CSL (ex-CFT) plantée devant les grilles de l'usine, avec

ces mots dérisoires « liberté du travail ».

Aux 214 femmes licenciées, OS pour la plupart, (l'usine comporte des ateliers de fabrication et la fonderie), se sont déjà jointes, grâce au travail d'explication de la section CGT et des grévistes, une soixantaine de travailleuses non touchées dans l'imédiat par le chômage. Ce premier train de licenciements en prépare d'autres. La direction du groupe IMI OPTI (branche métaux du trust américain Imperial Chemical Industrie) réduit considérablement sa pro-



duction en France... Elle veut spécialiser chacune de ses usines dans des travaux plus limités qu'auparavant, donc avec moins de personnel. L'usine de Choisy s'occuperait du moulage et de la fonderie fine, l'usine de Bernay (Eure) de la fabrication des fermetures Nylon, l'usine de Petit Quevilly (Rouen) de la fabrication des fermetures métalliques et du moulage entre autres.

Le trust Impérial Chemical Industrie qui a racheté Prestil en 73, effectue parallèlement un redéploiement de sa production

dans des pays d'Asie où la main d'œuvre est sous-payée comme en Corée du Sud.

A l'économie de salaire s'ajoutera l'économie sur les frais de distribution et de commercialisation puisque les fermetures éclairs du trust sont vendues à des groupes textiles qui eux-mêmes font une partie croissante de leur production en Orient. Cette politique de redéploiement entamée il y a déjà quelque temps à l'échelle européenne a déjà eu pour conséquence le licenciement de 7 000 travailleurs

du groupe non seulement en France, mais aussi au Danemark et en Angleterre : de 22 000 les effectifs sont passés à 16 000.

Les travailleurs de l'usine de Choisy, qui sont engagés dans une lutte qui sera sans doute longue, reçoivent un large soutien de la part des travailleurs de la ville et du groupe IMI OPTI : en trois jours, ils ont reçu la visite des travailleurs de l'usine de Petit Quevilly venus leur apporter le fruit d'une collecte, de ceux des usines CAVER (Cadebas), SIFA et des Fonderies de Choisy.

POLITIQUE

Ronds de cuir en folie

10 % : tel est le taux général de ce que les salariés ont le droit de soustraire à leurs revenus pour « frais professionnels » quand ils établissent leur déclaration d'impôts.

Un certain nombre d'entre eux ont droit à des déductions supplémentaires. Et là, tout le génie de l'administration fiscale se donne libre cours. Une liste de quatre vingt neuf professions a été dressée par ses soins diligents. Passementiers et guimpiers du Sud-Est, couvreurs de Thiers, éclaircisseuses de pipes de la région de Saint Claude... C'est maintenant toute une série de petits métiers locaux qui défilent ainsi.

Mais pourquoi, au chapitre des 25 % d'abattement, trouve-t-on les « ponceurs, mouleurs, entrecoupeurs et rogneurs de peignes et objets en matière plastique d'Oyonnax (Ain), alors que les « tourneurs fraiseurs, guillocheurs de matière plastique de la région de Saint Lucipin (Jura) » n'ont droit qu'à 20 % ?

Selon que vous serez d'Oyonnax ou de Saint Lucipin...

Il est vrai qu'au chapitre des 20 %, on retrouve par ailleurs la mention : « Objets en matière plastique

d'Oyonnax (Ain) », les voies du percepteur sont impénétrables !

D'autres professions, moins pittoresques mais plus solidement lucratives, viennent pourtant rompre le charme discret de cette litanie administrative : à 30 %, les directeurs départementaux du Crédit Foncier, à 20 % les fonctionnaires du Conseil Economique, les speakers de la radiodiffusion-télévision française...

Toutes les Républiques ont apporté leur pierre à ce dernier chapitre, celui du privilège qu'on s'accorde entre gens du même monde : les directeurs du Crédit Foncier ont les honneurs de la liste grâce à la III^e (1939) ; le chef du service des ventes de voitures automobiles grâce à la IV^e (1957) ; et les secrétaires des groupes parlementaires grâce à la V^e (1967).

« L'Etat français » pétaïniste a lui aussi apporté sa pierre, avec les conservateurs des hypothèques (1941).

Le giscardisme, issu du ministère des Finances, ne peut manquer de se distinguer à son tour. Une suggestion : au taux maximum, rajouter la rubrique : « Premier ministre disposant d'avoirs au Lichtenstein ».

CRISE A LA MARSEILLAISE

Le quotidien du PCF, la *Marseillaise*, connaît de sérieuses difficultés, au point qu'il serait question d'en interrompre la publication. La fédération des Bouches-du-Rhône du PCF mène une campagne dénonçant un « complot » mené par « la droite et le Parti Socialiste » pour couler le journal.

Selon *Libération*, le directeur de la *Marseillaise* a adressé à ses journalistes une note alarmiste, faisant état d'un déficit de 126 millions d'anciens francs

pour les six premiers mois de 1978. L'une des causes de ce déficit serait la baisse des ressources publicitaires orchestrée par l'agence de publicité du *Provençal*, le journal de Deferre. La diffusion du journal est faible : sur 6 départements, il vend en moyenne 23 000 exemplaires par jour (le PCF revendique 60 000 militants).

Ce faible tirage est en fait l'indice de problèmes politiques que rencontre l'organisation du PCF dans la région. La fédération

des Bouches-du-Rhône compte parmi celles où la contestation publique s'est le plus exprimée : c'est la cellule d'Aix qui sert de boîte aux lettres pour recueillir les signatures de l'appel des 300. A la dernière fête du PCF à Marseille, des cellules n'étaient même pas représentées et l'assistance fut rare. Cette contestation qui s'étend dans les rangs du PCF n'épargne pas son journal.

Déjà, en 1977, la section syndicale CGT des journalistes avait été dissoute,

parce que tenue par des contestataires. Et cette année, sept journalistes et dix-huit employés sont licenciés. Dans la vague de contestation qui a suivi les élections, trois journalistes de la *Marseillaise* ont signé l'appel des 300. Si le quotidien disparaissait, la presse quotidienne du PCF sur la région se réduirait donc à l'*Humanité* agrémentée de pages régionales. Ce qui permettrait peut-être à la direction du PCF de mieux contrôler les choses...

DISSIDENCE A LA LCR

● Une dirigeante de la LCR, membre du comité central, vient de rendre publique sa démission. Les critiques qu'elle adresse — en des termes parfois très virulents — à la LCR portent sur le rapport qu'entretient la LCR avec les partis de gauche, et sur son incapacité à s'ancrer dans la classe

ouvrière. Tout porte à croire que les points de vue exprimés dans cette lettre, dont nous publions ci-dessous des extraits, sont partagés aujourd'hui par un certain nombre de militants de la LCR, insatisfaits de la campagne électorale complaisante en direction du PCF menée en mars.

« C'est justement à cause et pour cela (la politique d'attente des élections développée par les partis de gauche NDLR) qu'il fallait le dénoncer, ce terrain électoral. Dès octobre 77, il aurait fallu marteler sur l'impasse que représentent pour la classe ouvrière les élections bourgeoises (...). Nous avons centré notre campagne pendant plus de 6 mois essentiellement sur le débouché électoral, sur la réponse directement en mot d'ordre de gouverne-

ment. Nous avons ainsi semé de graves illusions sur les réformistes parmi la classe ouvrière qui n'en avait pourtant pas besoin... »

La militante démissionnaire précise ensuite son point de vue en citant l'exemple d'une implantation ouvrière ratée, dans la sidérurgie lorraine où elle a milité. « Ce sont dans ces régions là que l'on s'aperçoit plus qu'ailleurs de l'incapacité de notre organisation. Outre

la politique erronée, quelles armes donne-t-on aux militants ouvriers pour rester à la Ligue : un activisme forcené, pas de formation sérieuse et une image d'une organisation ayant des mœurs petites bourgeoises (...). Qu'apporte la Ligue aux militants ouvriers sinon quelques recettes de cuisine syndicale pour une intervention de plus en plus douteuse en direction de quelques bureaucrates politiques ou syndicaux ou bien dans les

congrès bureaucratiques où s'épanouissent de plus en plus certains de nos militants ? Mais rien sur les problèmes de fond ». Après avoir comparé le fonctionnement de la LCR au parlementarisme bourgeois, la lettre conclut : « Je ne renonce pas à lutter, au contraire, mais je ne veux plus me battre dans l'organisation que, personnellement, je juge dorénavant incapable de s'implanter dans la classe ouvrière et irrédressable ».



Le démantèlement des PTT, «service public» : la fin d'un mythe



2 - Se mettre en quatre pour les gros clients

Par Monique CHERAN

Quinze lettres adressées à la Société Citroën, une à M. Dupont, une quinzaine encore, à Citroën, puis un pli pour M. et Mme Martin; voilà ce que triait, chaque matin, l'un des préposés du bureau central du 15^e arrondissement de Paris. Et dans des proportions variant avec l'importance de l'entreprise, c'était également la situation de plusieurs de ses collègues, de ceux qui avaient dans leur distribution un «gros client». Dans ces conditions, personne n'était satisfait, ni la Société

Citroën, ni M. Dupont, ni M. et Mme Martin. Pourquoi? (...) On pratique un tri géographique, en quatre temps (...) Si le courrier d'entreprise subit toutes ces manipulations, il se trouve retardé, et de surcroît, il retarde le courrier adressé aux particuliers, auquel il se trouve mêlé. «C'était hier».

LE CEDEX EST ARRIVÉ...

«Aujourd'hui, tout est changé. Ainsi à Paris 15, il n'y a plus un, mais deux

bureaux distributeurs...» Ainsi, du début à la fin de son acheminement, le courrier Cédex est traité d'une façon séparée, qui lui fait gagner du temps. A supposer que M. Dupont en profite, c'est quand même Citroën qui est le principal bénéficiaire de l'affaire. Et sérieusement, on peut douter que Citroën, ou d'autres entreprises bénéficiant d'un cédex, aient eu beaucoup de courrier bloqué cet été, quand à la mi-août, il y avait presque un million de lettres en souffrance, dans le seul centre de tri de Lyon Gare!

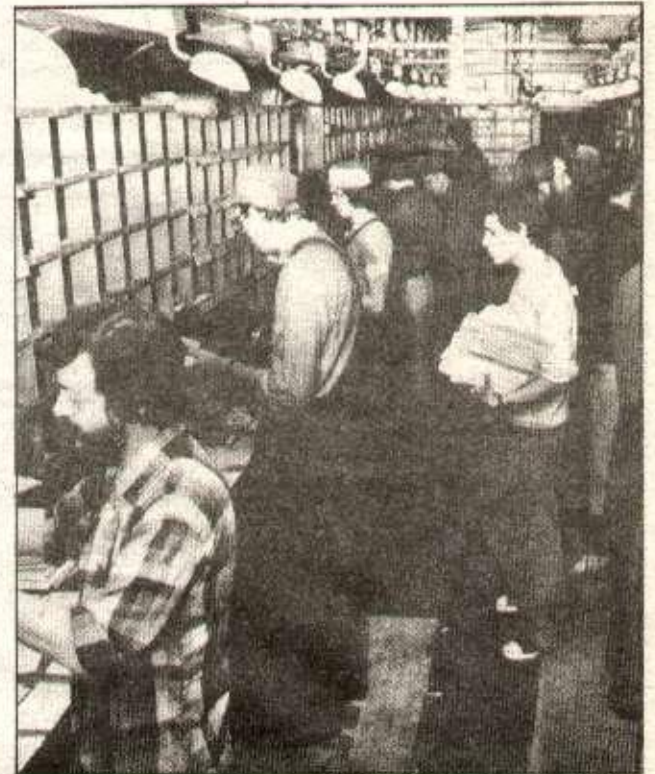
MIEUX QUE LE CEDEX, LE POSTADÉX

Mais le Cedex, ce n'est pas encore assez rapide. Alors, en 72, les PTT offrent aux entreprises un service encore plus rapide, le Postadex, dont la devise officielle est «fiabilité, régularité, rapidité», et dont le nom est l'abréviation de «poste adaptée à la demande des expéditeurs». Ce qui est tout un programme! Dans toutes les revues officielles de la poste, on nous vante le mérite de ce service, dont la taxation n'est pas révélée. Ce service répond particulièrement aux demandes des entreprises qui ont besoin de faire circuler rapidement des données sur bande informatique, par exemple entre usines et siège social. Pour elles, il

est prévu trois voies d'acheminement, qui doivent venir à bout de tous les obstacles! «La voie normale est une liaison postale déjà en place». Mais s'il survient le moindre problème qui occasionnerait un retard «tous les moyens de transport sont ici utilisables: voitures postales, trains, autocars, taxis, etc...» Comme titre le numéro de Postes et Télécommunications qui en fait l'éloge, c'est une véritable «mission spéciale».

L'exemple du collectage ultra rapide des fiches de loto est impressionnant, il faut l'avouer (Voir encart). Cela dit, ce genre de prouesse profite toujours aux mêmes. Car si vous habitez un village, ou même une banlieue pavillonnaire, ce n'est plus la poste qui vient à vous, mais vous qui allez à elle! Car pour que la distribution se fasse plus vite (du point de vue des postes bien sûr, c'est-à-dire de telle sorte qu'on ait besoin de moins de personnel), le facteur ne viendra plus jusqu'à votre boîte aux lettres. Grâce au Cedex, vous irez jusqu'à la route carrossable, chercher vous-même votre courrier dans une boîte regroupée avec plusieurs autres!

En fait, d'une certaine façon, l'automatisation du tri, par exemple, allonge le temps nécessaire à la distribution. Cela paraît insensé, mais c'est pourtant vrai. Du moins pour ceux qui ne bénéficient pas des



Les ambulants en voie de disparition.

circuits sophistiqués dont on a vu quelques uns. Le principe, jusqu'à il y a encore peu de temps était résumé dans la formule J + 1. En clair, cela voulait dire que si vous postiez une lettre le mardi à 18 h, dans une région correctement desservie, votre destinataire la recevait le mercredi matin. Avec l'automatisation des centres de tri (CTA), c'est devenu impossible. Imaginez une machine de tri automatique sur un train, au bout d'un simple aller Paris Lyon; elle serait bonne pour la ferraille! Car ce qui faisait la rapidité de l'acheminement, c'était précisément ce tri effectué par les ambulants. Au passage, d'ailleurs, ce progrès technique va les faire disparaître, d'ici deux ans.

Mais pour l'administration des Postes, ce n'est pas un problème: les gros clients, eux, ont leurs systèmes spéciaux, alors à quoi bon conserver un système qui emploie des agents un peu plus payés que les autres, pour les simples particuliers?

Ces quelques exemples montrent que la Poste, qui a une réputation d'arriération, a été largement modernisée, qu'elle possède même des systèmes assez en pointe. Mais que, rentabilité oblige, la modernisation a permis une différenciation encore plus grande entre les «clients». Ce n'est pas seulement une question de tarifs, c'est aussi, désormais d'une façon criante, une question de qualité, et de rapidité.



Postadex: la gestion des grilles du loto.

International

GRANDE BRETAGNE LA FIN DU PACTE SOCIAL

Les TUC, Trade-Union Congress (syndicats britanniques) réunis en congrès sont en majorité opposés au renouvellement du pacte social qui devait limiter cette année la hausse des salaires à 5%. Le premier ministre Callaghan même s'il n'a pas annoncé la date des élections, a laissé entendre qu'elles auraient lieu prochainement, sans doute cet automne. Dans un discours adressé aux TUC, il est venu demander le soutien des syndicats à son gouvernement.

GRAVES INONDATIONS EN INDE

Les inondations qui ravagent l'Inde depuis plusieurs jours ont fait de nombreuses victimes. Dans l'État d'Haryana, les eaux gonflées du fleuve Yamuna ont emporté 50% au moins des villages situés sur

ses rives. Dans le district de Midnapore, 200 000 personnes sont isolées. A New Delhi, la capitale est menacée à son tour, 300 000 personnes ont déjà été évacuées.

RELATIONS GRECE - URSS

Le ministre grec des Affaires étrangères se rend en visite officielle en URSS. En dehors des relations économiques et culturelles entre les deux pays, un point important sera abordé, celui de l'intégrité territoriale de la Grèce, à propos de l'extension de ses eaux territoriales aux 12 milles marins. Cette mesure gêne les ambitions de l'URSS pour différentes raisons: après le détroit des Dardanelles, dans la Mer Egée, les navires soviétiques seraient contraints de modifier leur route. D'autre part, les nouveaux tracés obligerait les soviétiques à déplacer la base flottante qu'ils possèdent près de l'île de Cythère.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Lorraine

Tirage des bons de soutien au QDP de Lorraine DIMANCHE 10 à Faneck - Moselle 57 de 18 h à 24 h; au centre social.

Soirée détente avec buffet froid, musique. Pour le gagnant un voyage de 3 semaines en Chine.

Il est demandé aux possesseurs de billets ou de talons invendus de les renvoyer pour samedi 9 septembre à Nancy au QDP, 29 rue St Julien 54000.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication: Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire: 56 942

Chaque semaine des miracles pour le loto

«Qui n'a joué au Loto, ou n'a rêvé devant les gains fabuleux d'un heureux gagnant? Nul ne soupçonne la masse énorme de grilles qui doivent parvenir en un temps record au centre de gestion informatique près de Paris, où elles sont analysées. Le mardi, en fin d'après-midi, dès la fermeture des bureaux où l'on peut jouer, commence la collecte de ces bulletins.

M. Peretmère, un des responsables du Loto, commente le processus: «les bulletins sont regroupés d'abord dans des centres de transit, mis dans des valises et expédiés, par l'intermédiaire du Postadex, à notre centre de traitement (...). La contrainte imposée par l'horaire est importante, car nous devons tout recevoir le mercredi matin avant 6 heures. Pour les villes les plus éloignées, une solution s'impose: c'est l'aviation postale qui nous l'apporte. Les valises venant de Strasbourg, Toulouse, Nantes, Brest, etc., arrivent à Orly à 3 heures du matin, pour la plupart, et les postiers qui les réceptionnent accomplissent un très gros travail chaque semaine».

Extrait de Message
Journal officiel des PTT

En bref... En bref...

Un pan de mur s'effondre...

Un ouvrier du bâtiment a été grièvement blessé alors qu'il travaillait à la rénovation d'un cinéma de la rue de Berri dans le 8^e arrondissement de Paris. Un pan de mur s'est effondré, ensevelissant le travailleur sous des tonnes de gravats. Son état a nécessité l'intervention d'un hélicoptère pour le transférer à l'hôpital Henri Mondor de Créteil. Sitôt le blessé dégagé, le travail reprenait, dans les mêmes conditions d'insécurité...

Rouen : les travailleuses disent non aux licenciements

Cinq cents travailleuses de l'entreprise Aunay-Foxrier ont manifesté leur refus des licenciements, et exigent le plein emploi, contre les projets de liquidation de leur entreprise. Elles exigent également le retrait des forces de police qui stationnent devant l'usine.

Colmar : Berglas-Kiener, les travailleurs poursuivent l'occupation

La prestance oratoire, mardi, du nouveau patron de Berglas-Kiener, n'aura guère impressionné les travailleurs de cette entreprise, qui de suite après ce numéro en solo, décidaient sur les lieux même, la poursuite de l'occupation. Ce nouveau patron harangueur, préconise en effet le licenciement de 220 travailleurs. Le PDG de Cernay, qui se porte acquiescent de ce complexe de l'industrie textile, avait pourtant reculé... il se proposait de garder 15 travailleurs de plus !

POLLUTION MORTELLE ?

Un jeune de treize ans est mort lundi matin à l'hôpital de Fécamp. Il semble que la dégustation de moules polluées soit à l'origine de ce décès. Quatre autres membres de la même famille que la victime ont été intoxiqués, et ont dû être hospitalisés.

La nouvelle connue, les autorités locales interdisaient la collecte des coquillages et des moules dans la région de Fé-

camp, entre Yport et Senneville.

Une autopsie de la jeune victime doit être entreprise pour déterminer les causes exactes de ce décès.

4,1 % DE CHÔMEURS EN RFA

923 963 chômeurs recensés officiellement en Allemagne Fédérale. Légère progression, puisque le mois dernier ils n'étaient que 922 230. Les chômeurs représentent dans ce pays 4,1 % de la population active.

QUESTIONS SYNDICALES

Meeting de rentrée de la CGT

«S'ADAPTER AUX CONDITIONS NOUVELLES»

●Mardi après-midi, Georges Séguy faisait sa rentrée devant les militants CGT de la région parisienne, au Pavillon de Paris, porte de Pantin. Comme chaque année, peut-on dire. Pourtant, ce meeting contrastait assez nettement avec celui de l'an dernier. Début septembre 77, malgré les difficultés qui commençaient à s'annoncer dans le ciel de la gauche, c'était encore l'euphorie, la quasi certitude, pour la plupart des militants présents, que la gauche l'emporterait. Cette fois, après l'échec complet de mars 78, c'est un langage différent qui est tenu par le secrétaire de la CGT. Différent, parce qu'il est ponctué d'appels à la lutte. Différent, parce qu'il y est ouvertement question des divergences qui ont surgi à l'intérieur même de la CGT, du fait de ses positions pendant la campagne

électorale. Ce ton un peu nouveau, qui se dessinait cependant dès le mois de mai, s'explique par les difficultés même qu'il révèle : la CGT n'a pas rempli ses objectifs de recrutement, un malaise persiste depuis les élections. Que faire pour remonter la pente, essayer d'en finir avec les interrogations des militants, sinon de se porter à la tête des luttes, et d'avoir ainsi un bilan plus positif à discuter au prochain congrès, qui se tient dans moins de onze semaines. Cela, dans une situation où les échéances politiques sont lointaines, et où les propositions politiques du PCF sont plutôt vagues. Quoi qu'ils en disent, les dirigeants de la CGT trouvent dans une certaine réactivation de l'activité syndicale un moyen de faire au mieux la transition.

Au lendemain de la lettre de Barre au ministre de l'Industrie, constituant une nouvelle attaque contre le pouvoir d'achat des travailleurs, Séguy dès le début de son discours, fait le bilan de 5 mois d'ouverture sociale. «Qui a eu raison ?» demande-t-il, lançant d'entrée une pointe contre la nouvelle ligne CFDT : «Ceux qui, comme nous, en ont dénoncé le caractère manœuvrier destiné à faire diversion (...) ou bien ceux qui l'ont cautionnée d'une manière ou d'une autre en laissant entendre qu'elle pourrait aboutir à des résultats significatifs, pour peu qu'on laisse au Gouvernement et au CNPF le temps de faire leurs preuves». Le ton est donné : le bilan économique, le résultat des négociations avec le patronat, les problèmes soulevés par la construction européenne sous la domination de l'impérialisme allemand, l'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce dans le Marché Commun, autant de thèmes longuement développés dans le discours de Séguy.

Une fois ce décor dressé, il aborde la question de la place de la CGT dans les



organisations syndicales internationales. De toute évidence, la CGT veut hâter le plus possible son entrée dans la Confédération Européenne des Syndicats, et dans le même temps, affirmer de plus en plus ses distances vis-à-vis de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale), dominée par les syndicats des pays de l'Est : «Tout manquement à la démocratie, toute atteinte à la liberté rencontrera la condamnation de la CGT, quel que soit le régime qui en sera responsable». Ce passage du discours de Séguy nuancé bien sûr, par une caractérisation malgré tout positive des pays de l'Est, est un des plus applaudis. Vi-

siblement, les militants présents sont soulagés par ces prises de positions répétées dans la presse de la CGT (voir article ci-contre)

LES LUTTES... ET LA «POLITIQUE»

Viennent ensuite les appels à la lutte, avec une proposition d'initiative commune sur l'emploi, adressée aux autres syndicats, et en particulier la CFDT. Mettant sans cesse en parallèle les résultats ridicules des «causettes» chères au gouvernement Giscard, et la nécessaire «pression des travailleurs» Séguy conclut : «Aujourd'hui, de toute façon, face à la politique anti-sociale dont ils sont les principales victimes, les travailleurs n'ont pas le choix : ou ils subissent ou ils réagissent en ne comptant que sur leur propre action. Bien que nul ne puisse préjuger du futur politique, à court ou moyen terme, même ceux qui attendaient tout du changement se rendent compte que la possibilité de résoudre les grands problèmes sociaux par la voie d'une alternative de gauche n'apparaît pas comme une perspective immédiate».

Au passage, et d'une façon assez voilée, Georges Séguy rend les travailleurs responsables de la défaite de la gauche... dans la mesure où ils n'ont pas assez fait pression sur le Parti Socialiste. Bien sûr, on ne revient pas en détail sur cette «douloureuse affaire», mais l'analyse de fond reste la même, sur toute la période pré-électorale. Il semble même que le problème, selon Séguy, n'est pas que

les positions CGT aient épousé celles du PCF, mais plutôt que les travailleurs n'aient pas suffisamment appuyé cette campagne : «Quand nous montrions toutes les possibilités de manœuvres dont disposait l'adversaire pour torpiller l'Union de la gauche... l'expérience a prouvé que ce n'était pas encore suffisant... !

Et il faut continuer dans ce sens, indique Séguy : un des objectifs tracés à l'ensemble de la CGT est en effet de faire pression pour préserver quelques chances à un éventuel accord de la gauche, même à long terme. «On peut s'attendre, dans la série des tentations de débâchage politique, aux «giscarderies» les plus raffinées. L'essentiel est que nous soyons sur nos gardes et que toute entreprise de ce type soit immédiatement dénoncée et vouée à l'échec».

METTRE FIN AUX REMISES EN CAUSE

C'était là une entrée en matière pour parler du prochain congrès : comment en finir avec les contradictions sur le rôle joué par la CGT ? Georges Séguy appelle à un large débat sur cette question : «Nul parmi nos militants et nos syndiqués ne saurait se considérer, a priori, dispensé de penser avec sa propre tête, et n'a de raison d'hésiter à dire ce qu'il pense à propos de tous les problèmes en débat... C'est dit-il, la seule façon de remonter la pente, après l'échec de la fameuse campagne pour les trois millions d'adhérents.

Visiblement, l'échec de la gauche a considérablement marqué toute la CGT et le discours de rentrée, qui reconnaît les difficultés rencontrées par le syndicat, à l'extérieur comme à l'intérieur, pose prudemment les jalons d'une solution à ces problèmes.

Dans quelle mesure les dirigeants CGT y parviendront-ils ? Le prochain congrès de la CGT en donnera une certaine mesure. Mais aussi, et plus encore, la façon dont les travailleurs prendront leurs luttes en mains !

La CGT et la Tchécoslovaquie

La critique ne porte pas sur l'essentiel

On se souvient que la CGT avait fortement irrité les dirigeants tchèques pendant le déroulement du congrès de la FSM à Prague au début de cette année. René Duhamel y avait en effet rencontré Karel Bartosek, l'historien tchèque signataire de la Charte 77. L'affaire revient cette semaine sur le devant de la scène avec la publication par la Vie Ouvrière, journal de la CGT, d'une lettre du dissident tchèque. Dans cette lettre, Bartosek témoigne sur les problèmes qu'il a rencontrés après son entrevue avec Duhamel : «En sortant des locaux de l'entreprise... j'ai été arrêté par la police se-

crète... j'ai été conduit dans les locaux de la police de Prague, où j'ai appris que j'allais être gardé à vue jusqu'au lendemain sans autre explication... On m'accusait de garder à mon domicile, de polyco-pier, et de distribuer des écrits contre l'État socialiste ; et parmi ces écrits que la police recherchait, il y avait le compte-rendu de notre rencontre avec René Duhamel en avril dernier. Les questions qui m'ont été posées ont été les suivantes : Qui a organisé cette rencontre ? Ou a-t-elle eu lieu ? Qui était présent ? Pourquoi avez-vous donné des interviews au journal Le Monde et à

la Vie Ouvrière ?...

Comme on peut en juger d'après ce témoignage, l'appareil mis en place à Prague à la force des chars soviétiques, fonctionne bien. La CGT s'indigne de ces procédés et dénonce : «Nous avons tu un seul détail : le lieu de rencontre. Que nous ayons dû le tenir secret en dit long, hélas, sur la tragédie qui se joue depuis dix ans dans ce pays socialiste blessé qu'est la Tchécoslovaquie».

Un bon bout de chemin semble parcouru depuis août 68, quand la direction CGT n'avait que bien mollement désapprouvé l'invasion soviétique et

avait même refusé de s'associer à une grève générale de protestation. C'est que les contradictions dans le camp révisionniste se sont aigüées. Et l'image offerte par les régimes des pays de l'Est est si repoussante qu'il faut bien s'en démarquer.

Cela dit, pour Séguy et les siens, il s'agit de toutes façons, de critiques qu'il faut porter à un pays socialiste. Toute la limite est là.

La dictature fasciste qui sévit dans les pays de l'Est, pour la direction CGT, c'est du socialisme. Et bien, de ce socialisme-là, les travailleurs n'en veulent pas, Mr Séguy.

Accord Peugeot-Citroën avec Chrysler

LE «REDEPLOIEMENT» DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS - 2 -

Par Michel FLORAC

● L'absorption de Chrysler-Europe par Peugeot est la dernière péripétie de la bataille que se livrent les géants de l'automobile pour le partage du marché mondial. Elle montre la place non négligeable que l'impérialisme français est parvenu à se tailler dans ce secteur. Mais, en même temps, elle apparaît comme un élément de la redistribution des cartes à l'intérieur même de ce secteur pour l'avenir, aux USA et au Japon les

technologies de pointe, aux pays européens les technologies moyennes.

En même temps que les contradictions se développent entre capitalistes, s'aiguise cependant l'opposition entre le capital et le travail. Avec les restructurations en cours, les licenciements s'annoncent. Les méthodes répressives chères à Citroën et Simca menacent de s'étendre...



Le PCF brouille les cartes

Dans la ligne de ses slogans chauvins «Fabriquons français», le PCF analyse l'accord Peugeot-Citroën-Chrysler de façon complètement unilatérale : «Les monopoles US mettent la main sur l'industrie automobile» (tract du PCF du 22 août). Le seul argument avancé dans cette «analyse»... un peu courte c'est que la «participation de Chrysler (dans Peugeot), soit 15 %... lui permettra de faire la pluie et le beau temps au niveau du groupe».

La répartition du capital de Peugeot après l'achat de Chrysler-Europe est la suivante : famille Peugeot (41 %), Michelin (7 %), Chrysler (15 %), le reste des actions étant dispersé. Même si dans deux ans, lorsque l'opération sera terminée, Chrysler porte sa participation à 20 % (c'est le plafond imposé par le ministère de l'Industrie), la firme US aura certes un droit de regard important sur la marche de l'entreprise mais cela ne lui permettra pas de «faire la pluie et le beau temps». Par contre, le PCF ignore ce qui constitue le véritable moyen d'intervention de Chrysler sur Peugeot : la dépendance qu'introduit le renforcement de la division internationale du travail que nous avons analysé précédemment. Moyen certainement moins voyant mais tout aussi rentable. En prétendant que Peugeot s'est vendu aux Américains, le PCF passe sous silence que l'opération a des avantages certains pour le groupe Peugeot : la concurrence en France est limitée, la

part de marché de Peugeot substantiellement renforcée (18 % en Europe, 44 % en France) ce qui joue au détriment notamment de Renault. Une telle extension du poids de Peugeot permettra une rationalisation de ce groupe, des «économies d'échelles» et donc une meilleure compétitivité en même temps que de meilleurs profits.

D'ailleurs il est intéressant de rappeler que le PCF présentait en 1974 la fusion de Peugeot et de Citroën comme une solution «anti-industrielle» pour «l'automobile française» (Huma 7/12/74) ; parce que c'était «une machine de guerre contre Renault» (Huma 7/12/74) parce que la seule solution c'était... la nationalisation de Citroën. Défense du trust nationalisé Renault, nationalisation de Citroën ; voilà la logique qui amène le PCF à juger les événements et G... à déformer les faits. Car, dans la logique capitaliste, la fusion Peugeot-Citroën était un facteur de consolidation de notre impérialisme dans le domaine de l'automobile. Et ce n'est pas au nom de la défense de Renault ou de l'exigence d'une nationalisation capitaliste de plus que nous dénonçons le redéploiement du capitalisme français. C'est contre notre propre impérialisme que nous luttons, contre l'aggravation de l'exploitation qu'il impose à la classe ouvrière à l'occasion de son redéploiement, contre l'accentuation de la dépendance de l'économie vis-à-vis du marché capitaliste mondial

été poursuivi au sein du groupe Peugeot-Citroën (par exemple moteur commun de la LN Citroën et de la 104 Peugeot) et entre Peugeot et Renault (la Française des Mécaniques de Douvrin produit un moteur commun à la 604 et la R 30).

Une telle rationalisation a pour but principal de réduire la main d'œuvre employée pour réaliser un certain volume de production — et en ce domaine l'impérialisme français a encore beaucoup à faire lorsqu'on sait que la productivité japonaise est de 32 voitures par ouvrier et par an et de 12 seulement en France.

Les dirigeants de Peugeot prétendent que le rachat de Chrysler-Europe n'aura que des conséquences positives sur l'emploi ; ils apportent pour preuve qu'il n'y a pas eu de réduction d'emplois dans l'automobile depuis 1975. L'argument ne tient pas. Tout d'abord, d'après les

Une menace à l'échelle européenne

D'autre part, la situation des diverses filiales européennes de Chrysler est différente. Si Chrysler-Simca (France) fait des bénéfices ainsi que Chrysler-España, il n'en va pas de même de la filiale anglaise. Là-bas, l'inquiétude des syndicats est vive. À la réunion de Genève des représentants syndicaux anglais, espagnols et français de la FIOM (Fédération internationale de l'organisation des travailleurs de la métallurgie), les délégués anglais ont exprimé la crainte que Peugeot démantèle les usines britanniques et supprime les commandes aux sous-traitements.

Mais l'opération Peugeot-Chrysler au plan européen a une autre conséquence grave pour les travailleurs : c'est la généralisation du modèle répressif de Citroën — largement appliqué déjà chez Simca et Peugeot — ce qui en retour le consolidera dans

données de la CFDT, il y avait en 1973 (avant la fusion Peugeot-Citroën) 121 450 salariés pour une production de 1 406 966 véhicules et en 1977 Peugeot-Citroën emploie 118 700 salariés pour une production de 1 517 950 véhicules. Cela tient à ce que, à l'occasion de la forte récession de 1974, il y a eu un important «dégraissage» des effectifs, surtout chez Citroën. D'autre part la croissance assez soutenue jusqu'à maintenant de la production automobile (depuis 1975) a permis de réemployer les ouvriers dont les postes de travail avaient été supprimés. Que la conjoncture du marché de l'automobile se détériore un peu et alors les économies d'échelle réalisées se traduiront par des licenciements massifs.

l'industrie automobile française. Si la réunion de la FIOM a bien dénoncé : «les pratiques anti-syndicales des directions de Peugeot-Citroën et de Chrysler France», le caractère assez vague des perspectives de «solidarité syndicale» qui y ont été tracées et les «difficultés de l'unité d'action» avec la CGT en France, laissent craindre que la mobilisation des travailleurs face au groupe Peugeot-Citroën-Chrysler ne soit guère à l'ordre du jour pour les directions syndicales.

LA CONCURRENCE JAPONAISE

«La part du Japon dans la production mondiale de voitures particulières est passée de 1,3 % en 1960 (160 000 unités sur 13 millions) à 18,1 % en 1975 (4,5 millions sur 25 millions). La surcompétitivité japonaise évaluée au prix de part d'usines de modèles comparables est d'environ 30 %. En 1975, le Japon a exporté 1,8 millions de voitures et en a importé 44 000. Les constructeurs japonais exportent aussi 45 % de leur production.

L'écart de compétitivité s'explique à la fois par une meilleure compétitivité due à la taille des séries et à la standardisation des composants (25 % de différence avec la France) et par des prix d'achat moins élevés pour l'acier et les composants sous-traités bien plus que par des écarts de charges salariales, puisque, à la parité actuelle du yen, les salaires japonais et français sont équivalents».

Ch. Stoffaes La grande menace industrielle.
Calmann Levy 1978

LES PRODUCTEURS MONDIAUX EN 1977

Production (millions de véhicule)

1	Gene. Motors (USA)	6,7
2	Ford (USA)	3,7
3	Chrysler (USA)	3,0
4	Toyota (Japon)	2,7
5	Nissan (Japon)	2,2
6	Renault (France)	1,8
7	Volkswagen (RFA)	1,7
8	Peugeot-Citr. (France)	1,5

NOUVEAU CLASSEMENT DES PRODUCTEURS (COMPTE TENU DU RACHAT DE CHRYSLER EUROPE PAR PEUGEOT)

1	Gene. Motors (USA)	6,7
2	Ford (USA)	3,7
3	Toyota (Japon)	2,7
4	Peu.Citr.Chrys (France)	2,3
5	Nissan (Japon)	2,2
6	Chrysler (USA)	2,1
7	Renault (France)	1,8
8	Volkswagen (RFA)	1,7

PRODUCTION DE VOITURES PARTICULIÈRES

	Renault	Peugeot Citroën	Opel	Ford Europe	Fiat	Volkswagen
Production 1976 (millions véhic.)	1,2	1,3	0,9	1,2	1,5	
Croissance/1966	106 %	70 %	41 %	26 %	6 %	- 6 %

(Sources : Ministère de l'Industrie)

Un redéploiement sur le dos des travailleurs

L'intérêt pour Peugeot de l'opération avec Chrysler c'est, nous l'avons vu, de permettre une meilleure

organisation de sa production, rationalisation et standardisation des fabrications. Déjà cet objectif a

Violences policières

De quoi parlez-vous ?

Fougères, 30 septembre 1975, les travailleurs sont dans la rue pour exiger le maintien du plein emploi. La manifestation se terminera sous les grenades lacrymogènes, et les charges de flics. Des manifestants résistent... Une jeune ouvrière, alors âgée de dix-huit ans, paiera sa détermination et sa révolte par une blessure grave qui nécessite l'énucléation d'un œil.

La victime des violences policières portait plainte, et l'information ouverte, concluait le 28 mars 1977 à un non-lieu. Les enquêteurs n'ont pu (ou pas voulu) affirmer que la blessure ait pu être provoquée par l'explosion d'une grenade lacrymogène... La conclusion paraît pour le moins douteuse, lorsque les flics pratiquent d'une façon quasi systématique le tir tendu (horizontal), dont les risques ne sont plus à démontrer.

Le tribunal de Rennes tout en reconnaissant que «de simple fait d'avoir participé à cette manifestation ne peut pas constituer à lui seul une faute» rejoint dans sa conclusion la position des «experts». La sauvagerie policière est blanchie, la victime est pour une part rendue res-

ponsable de son préjudice. La jeune ouvrière a selon le tribunal, «coté un risque en connaissance de cause», en affirmant sa détermination au delà des premiers affrontements des flics.

La ville de Fougères est, selon les mêmes conclusions responsables aux quatre cinquièmes du préjudice causé, les troubles s'étant déroulés sur son territoire. Les méthodes employées par les flics ne sont donc pas remises en cause... et le droit de manifestation est bafoué.

Achetez le Quotidien dans le même kiosque

Témoignage

EN PARCOURANT LA GRANDE BRADERIE DE LILLE

Comme tous les ans, à la même période, Lille et sa région sont en fête, plus précisément en braderie; en ce début de septembre plusieurs braderies se tiennent dans le Nord de la France: à Arras, à Douai, à Dunkerque. Celle de Lille, la plus connue, est en même temps, la plus grande et la plus populaire de la région. Depuis le samedi-soir, n'importe qui peut prendre place sur le trottoir de la rue Nationale, ou de la Liberté pour y vendre tout ce qui lui plaît.

Du bout de ficelle au mobilier en passant par la vaisselle, les voitures, les vêtements, tout vraiment tout est à vendre à des prix vraiment bas. Vieux ou neuf, tout se vend. Les grossistes, les intermédiaires sont devenus pour un instant ridicules et inutiles. Le sourire commercial n'est pas de la fête. En discutant on peut faire baisser le prix d'un réchaud de 100 à 20 F par exemple... Quelle importance du reste! Au moins, ce ne seront pas des objets qui

finiront dans les décharges municipales, mais qui pourront servir encore à d'autres.

La braderie commence en réalité le dimanche vers midi, pour ne pas s'interrompre avant lundi après midi. Le dimanche soir, la nuit et le lundi les prix ont tendance à être plus bas, la clientèle devenant alors essentiellement populaire. Certains réservent leur emplacement de vente jusqu'à trois jours avant en campant sur place! Et la nuit, il n'y a pas un moment de répit: on continue à brader et le lundi la fête continue, c'est même un jour de congé dans la région Lille Roubaix Tourcoing.

Pendant la nuit, on peut voir des jeunes se relayer au poste de vente équipés de petites tentes et de sacs de couchage... La nuit tombée la foule circule lampes de poche à la main pour éclairer les offres intéressantes. On voit même des mineurs, avec leur lampe sur le front. Une sonorisation installée

à chaque coin de rue invite à la danse. Les frites, les merguez, les crêpes, la bière marquent de leur présence l'ambiance de fête.

La braderie de Lille c'est aussi la fête de la moule-frites. Chaque restaurant expose sur la rue sa consommation. On a pu voir ainsi un tas de moules atteignant la hauteur d'un homme. Des moules qui viennent de Hollande surtout, et moins qu'auparavant de France, à cause de la pollution. Il va sans dire que les restaurants se saisissent de la fête pour faire de sacrées affaires!

Beaucoup de travailleurs du Nord disent que la braderie «ce n'est plus comme avant». De nombreux vendeurs m'ont dit qu'ils vendaient moins que les années précédentes. La crise industrielle du Nord et du bassin houiller n'est certainement pas étrangère à cela. D'ailleurs beaucoup de stands proposent des stocks d'usines tombées en «faillite». Les antiquaires sont nombreux à roder,

habillés en «civil», ils viennent même des Bouches du Rhône pour dénicher l'occasion.

Regroupés, les stands des partis politiques sont là eux aussi, ainsi que ceux d'Amnesty International, des COBA, des groupes femmes...

Autour du stand du PCR ml, à la fois plus politique et plus populaire, les gens se pressent pour consulter les ouvrages de la Librairie Populaire, les revues et brochures politiques, ainsi que pour acheter des objets. Avec, projeté de façon semi-permanente en public, le film du Parti tourné dans le Nord, extrait de «Pour Demain». Des travailleurs s'arrêtent, regardent émus le passage sur les cités minières, le témoignage de la femme d'un mineur mort à la mine. Ils rient aussi du grotesque de Mauroy, qu'on voit sur l'écran passer avec les «autruches» gradées de l'armée, cette même armée que Thorez envoya contre les mineurs.

Rentrée scolaire

AVANT DE TOUT ACHETER, IL EST URGENT D'ATTENDRE

● Les frais de rentrée scolaire ont augmenté globalement d'environ 11% sur la rentrée 77, nous l'avons signalé hier. Pour chaque famille la note sera élevée. Aussi, quelques conseils pour tenter de limiter les frais ne sont peut-être pas inutiles.

Sauf quelques-uns (cartables, équipement sportif), les articles nécessaires paraissent, isolés les uns des autres, très bon marché. Mais leur accumulation finit par peser lourd. Il convient donc d'être vigilant pour chaque achat. Aussi bien sur le prix que sur la qualité.

En septembre, les produits sont en général plus chers. C'est vrai pour les fournitures diverses comme pour les vêtements. Aussi, mis à part les articles indispensables le jour de la rentrée est-il préférable d'attendre un peu.

Attendre que la rentrée soit passée permet de plus d'éviter les achats inutiles, et d'ajuster les achats aux demandes des professeurs. C'est entre autres, très recommandé en ce qui concerne les classeurs, cahiers ordinaires ou de travaux pratiques, matériel de dessin ou de musique.

Enfin, entre plusieurs articles de même nature, le plus cher n'est pas toujours le meilleur. Un exemple pris dans un grand magasin: une boîte métallique de 12 crayons de couleur: 5 F 90 dans un emballage plastique ordinaire mais... 10 F lorsque ouverte sur un support cartonné, elle présente une décoration intérieure! A côté encore, la même boîte toujours mais avec une décoration différente: 7 F 50...

Inversement, le très bon marché n'est pas forcément une bonne affaire, car l'article a souvent besoin d'être changé au bout de quelques mois, sinon de quelques semaines. C'est tout le problème des cartables, par exemple.

Quelques articles dont on peut vraiment se passer:

— les agrafeuses: les agrafeuses de poche sont de plus, peu résistantes.
— un perforateur: les co-



Une profusion de fournitures qui incite aux achats précipités et inutiles. Avant la rentrée, n'achetez que le matériel «passe-partout».

pies perforées coûtent exactement le même prix que les autres.

— les grandes boîtes de compas, seulement nécessaires dans certaines classes techniques.

— les gadgets, comme les effaceurs (moyennement efficaces, ils créent le «tic

de l'effaçage systématique, y compris sur le cahier de brouillon). Autres exemples: une désagrafeuse (?), les trombones couleurs (deux fois plus chers que les ordinaires).

Sachez enfin que pour couvrir livres ou cahier de plastique couleur est 2,5

fois plus cher que le transparent.

Nous reviendrons demain sur cette question en donnant des indications précises pour quelques-unes des principales fournitures scolaires.

Claude ANCHER

Rectificatif

Dans l'article publié dans le Quotidien du Peuple sous le titre: «Le combat des paysans contre le fluor de la Céramique du Midi» il fallait lire: à propos du prix du vin: «Et son prix de vente de 3,60 F à 1,20 F le litre».

De Jérusalem à Camp David

L'ENGAGEMENT DE CARTER

● L'initiative égyptienne lancée par Sadate en novembre 1977, la négociation israélo-égyptienne est devenue une affaire américaine, à laquelle Carter doit consacrer une semaine entière : il a confié à Mondale, le vice-président américain, la conduite de toutes les autres affaires politiques pendant la durée de la conférence de Camp David. Le gouvernement égyptien attend que cet engagement américain redonne corps à son initiative qui va s'essouffant au fil des mois.

Le 26 juillet, la mission militaire israélienne installée à la suite du voyage de Sadate à Jérusalem a été renvoyée du Caire ; la dernière des institutions mises en place dans le cadre du « dialogue israélo-égyptien » disparaissait à la suite d'une déclaration du gouvernement israélien rejetant la restitution à l'Égypte d'El Arish et du mont Sinaï. Bien que l'initiative s'étiole faute d'appuis au sein du monde arabe, constamment hypothéquée par les exigences et les agressions israéliennes, la diplomatie américaine s'est engagée de plus en plus afin de la maintenir comme élément essentiel d'un règlement au Proche-Orient.

19 NOVEMBRE 1977 :
SADATE A JERUSALEM

La visite de Sadate à Jérusalem le 19 novembre 1977 a profondément modifié les données des négociations au Proche-Orient. Alors que peu de temps auparavant les USA et l'URSS publiaient une déclaration conjointe appelant à relancer la conférence de Genève, instaurée en 73 et réunissant la Syrie, l'Égypte, Israël et la Jordanie sous la co-présidence américano-soviétique, le voyage de Sadate offrait l'alternative de négociations séparées entre Israël et chacun des pays arabes voisins, l'URSS se trouvant du même coup largement mise à l'écart. La route de Jérusalem avait été pavée par la diplomatie de Kissinger : pour la politique dite des « petits pas » il avait constamment cherché par le biais d'accords partiels, tel que l'accord sur le dégelage israélien dans le Sinaï en 1975, à obtenir une rupture du front arabe, et une mise à l'écart, un étouffement de la résistance palestinienne.

L'initiative de Sadate allait bien dans ce sens : pour la première fois un chef d'État arabe reconnaissait de facto à la fois l'État d'Israël et des droits israéliens sur Jérusalem. Sur le fond, l'initiative de Sadate s'accompagnait d'un rejet de toute reconnaissance des droits nationaux palestiniens. Pour pallier la défection égyptienne un « front de la fermeté » se constituait regroupant la Syrie, la Libye, le Sud-Yémen, l'Algérie,

FOLP ; l'Irak s'en détournait tandis que l'Arabie Séoudite et la Jordanie restaient dans l'expectative se refusant à entrer dans le front de la fermeté tout en se gardant de soutenir Sadate.

15 MARS 78 :
ISRAËL ATTAQUE
AU SUD-LIBAN

La rupture du front arabe entrainé dans les calculs israéliens et favorisait l'agression déclenchée au Sud-Liban avec 30 000 hommes afin d'écraser la résistance palestinienne. Si

tendaient les relations entre le Caire et Jérusalem, les États Unis multipliaient les navettes entre les deux capitales et les rencontres à Washington avec pour objectif que se poursuive le processus engagé : les navettes diplomatiques ayant échoué, les États Unis convoquèrent une réunion à Leeds le 18 juillet ; celle-ci n'ayant eu aucun résultat, Carter convoqua le sommet de Camp David afin, déclarait Carter que « les conséquences nocives d'une rupture complète des négociations (puissent) s'en trouver atténuées ». Autrement dit, sans attendre qu'un règlement puisse être négocié à Camp David, Carter attend du sommet qu'il permette à la possibilité d'un règlement israélo-égyptien de se maintenir : à ses yeux, il présenterait au moins un double avantage : parvenir à une stabilisation de la

Soutenant à bout de bras Israël et cherchant en même temps à repousser l'éventualité d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient, dont les résultats pourraient leur être défavorables, les États Unis cherchent à Camp David à concilier ces deux objectifs que l'initiative de Sadate leur paraissait remplir. Les deux points essentiels de discussion seraient dans ce but, d'une part qu'Israël reconnaisse le caractère arabe des territoires occupés. Cela afin d'entraîner, d'autres pays arabes dans le processus. D'autre part, et en contre-partie, les États-Unis offriraient — et Bégin l'a déjà accepté — un pacte de défense à Israël comme garantie de sa « sécurité ».

Moins encore que le voyage à Jérusalem, le sommet de Camp David ne laisse prévoir la paix, mais

Arafat à Antenne 2

NON
AUX BANTOUSTAN

(...) D'après ce que nous savons, les Israéliens projettent de s'étendre de plus en plus et ils ignorent délibérément les droits des Palestiniens. Notre droit à l'autodétermination, notre droit à rentrer dans notre pays et notre droit à créer un État indépendant. Vous devez vous souvenir que Begin a déclaré qu'il nous octroierait l'autonomie interne, ce qui veut dire un nouveau Bantoustan, comme pour les Noirs d'Afrique du Sud. Et pour qui ? Pour les Palestiniens. N'oubliez pas que nous sommes les gens qui avons le plus haut pourcentage en ce qui concerne l'instruction dans cette région et malgré cela on veut nous faire l'aumône d'une sorte de Bantoustan. Et encore ces territoires ont-ils plus de droits que ceux que Begin nous offre.

« J'espère que le président Sadate sera

convaincu que les Israéliens ne lui accorderont jamais rien. Sadate a pris l'initiative du dialogue avec Israël depuis plus de neuf mois et jusqu'à présent il n'en est rien sorti.

IL S'AGIT DE L'AVENIR
DE NOTRE PEUPLE

Il s'agit ici de l'avenir de notre peuple. En politique, quand il y va de l'avenir d'un peuple, on ne peut pas tergiverser. L'essentiel étant le résultat. A ce sujet, qu'est-ce qu'ils ont envisagé l'année dernière ? Sadate a carrément indiqué que le territoire de Gaza devrait revenir sous administration égyptienne et que la Cisjordanie devait être rattachée à Jordanie. Et bien sûr, les Israéliens participeraient à ce règlement par le biais de ce qu'ils appellent les « problèmes de sécurité ». La sécurité d'Israël, bien sûr, car la sécurité des Arabes ou des Palestiniens est négligeable, pour eux.

celle-ci put faire face à l'agression, elle dut le faire seule car les pays arabes, divisés, ne purent organiser de riposte concertée. Par cette agression, l'État d'Israël manifestait ce qu'il attendait du « dialogue » avec Sadate : se maintenir au cœur du monde arabe et parvenir à liquider la résistance palestinienne. L'intransigeance affichée par le gouvernement israélien — qui installait de nouvelles colonies y compris dans le Sinaï, refusait de quitter les territoires occupés en 1967, comme ses agressions — était toute chance de réussite à la tentative de Sadate, et venait accroître son isolement au sein du monde arabe.

LES NAVETTES
AMERICAINES

Une fois l'initiative lancée, les États Unis l'ont de plus en plus activement soutenue. Alors que se

situation dans la région tout en ayant un espoir d'éliminer la question palestinienne d'une part et d'autre part de maintenir l'URSS à l'écart.

La condition pour y parvenir est cependant que l'isolement de l'Égypte cesse, qu'elle obtienne le concours d'autres régimes arabes, la Jordanie et l'Arabie Séoudite notamment. Dans la première moitié de 78, Carter a imposé que des avions de combat soient livrés à l'Égypte et à l'Arabie Séoudite — simultanément aux livraisons d'avions d'un niveau supérieur à Israël — pour marquer cette volonté.

En même temps, il se refusait à employer des moyens de pressions économiques et militaires — que lui permettaient le volume des dettes d'Israël et sa dépendance pour les fournitures d'armes — afin de contraindre Israël à faire des concessions.

la menace permanente de l'intervention américaine. De tentative pour le régime égyptien de se sortir de la guerre, l'initiative de Sadate est devenue porteuse de menaces de plus en plus graves pour tous les peuples arabes en devenant l'affaire des États Unis.

Grégoire CARRAT

NICARAGUA :
LA GREVE
GENERALE
CONTINUE

Alors que la grève générale dure maintenant depuis une semaine au Nicaragua, elle reste massivement suivie par les travailleurs du pays. Somoza, qui ne quitte plus le Palais présidentiel, a procédé à 200 arrestations parmi les membres du Front élargi d'opposition qui regroupé les partis opposés au régime.

Iran, après l'immense manifestation

Grève générale jeudi à Téhéran

L'importante manifestation de Téhéran marque une étape dans l'essor du mouvement populaire iranien. Pendant 12 heures, de 500 000 à un million de personnes ont réclamé le départ du Shah et des tentatives de fraternisation avec les soldats ont même eu lieu. Si la police et l'armée n'ont pas tiré à Téhéran, les manifestations en province ont fait en revanche 8 victimes pour les trois villes d'Illam, de Karaj et de Qom. Tandis que la grève générale est décidée pour jeudi, le parti Toudeh (parti révisionniste iranien) vient de lancer un appel pour la création d'un front uni.

Jamais depuis le coup d'État de 1953 qui porta le Shah au pouvoir, on n'avait pu voir à Téhéran une telle manifestation. Les grandes avenues avaient peine à contenir la foule des manifestants qui criaient : « Mort au Shah », « Vive Khomeiny » et « Libérez les prisonniers politiques ». Fait sans précédent, des slogans appelaient l'armée et la police à ne pas tirer sur les manifestants : « Policier tu es mon frère, pourquoi tirer sur tes frères », ce à quoi certains soldats répondaient : « Nous appartenons au peuple, ne commettez aucune violence, nous ne voulons pas tirer ». La manifestation qui a duré 12 heures n'a fait aucune victime grâce au sang-froid des organisateurs et aux tentatives de fraternisation avec la police et l'armée. Mardi, les manifestations qui se sont déroulées en province ont fait plusieurs victimes. A Illam, ville du sud-ouest de l'Iran : 3 manifestants sont

morts, de même qu'à Kara dans la banlieue de Téhéran, la répression a fait 2 morts et 1 mort à Qom.

Un ordre de grève générale a été lancé pour jeudi par l'opposition religieuse, le bazar sera fermé et toutes les activités cesseront dans la capitale.

Le parti Toudeh, parti révisionniste iranien réapparaît dans les manifestations, bien qu'il ait une faible influence sur le mouvement, ce qui est dû à la position de soutien au Shah qu'il défendait il y a encore peu de temps. Depuis les premières manifestations du mouvement contre le Shah, le parti Toudeh ne peut maintenir cette position et se voit contraint de demander à son tour le départ du Shah, pour cela il vient de lancer un appel à l'unité des forces d'opposition pour abattre le Shah. Son programme, qui comporte le rétablissement des libertés démocratiques demandées au départ des conseillers militaires américains et la rupture des traités militaires avec les USA.

L'armée qui jusqu'à maintenant est restée le fidèle instrument de répression du Shah peut jouer un rôle décisif dans l'avenir de l'Iran. Le mouvement populaire a montré sa force et tenté un début de rapprochement avec les soldats dont certains ont déjà été fusillés, comme à Tabriz pour avoir refusé de tirer sur le peuple. Il n'en reste pas moins qu'une grande vigilance sera nécessaire au peuple iranien pour déjouer toute tentative d'un coup d'État qui usurperait sa lutte.

Frank ROUSSEL

COOPERATION
DES DISSIDENTS
TCHEQUES
ET POLONAIS

TCHAD :
LE FROLINAT
DENONCE
LE NOUVEAU
PREMIER MINISTRE

Le KOR : Comité Polonais d'Autodéfense Sociale a rendu publique une déclaration de la Charte 77 selon laquelle deux Tchèques qui avaient diffusé des documents de la Charte ont été condamnés en Août à des peines respectives de 18 et de 12 mois de prison. Un troisième accusé qui s'était opposé lors d'une perquisition, à un policier qui brutalisait sa femme, s'est vu condamner à 8 mois de prison.

Le FROLINAT (Front de Libération Nationale du Tchad) accuse Hissène Habré nommé récemment Premier ministre d'être un agent de l'impérialisme français et ajoute : « Ce n'est pas parce qu'il y a Hissène Habré au pouvoir que la situation au Tchad changera et qu'il n'y aura plus d'exploitation, de famine, de maladie et d'ignorance ».

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salair aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

Aix en Provence
Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon
Lib. Les sandales
d'Empédocle
Place Victor Hugo -
138 Grande Rue. (10 %)

Bourges

Lib. Nathanaël
4, cours Avaricum.

Brest
Lib. Graffiti (10 %)

Place Saint-Louis

Caen

La Licorne (10 %)

Rue Froide

Clermont-Ferrand

Lib. Jean Rome (10 %)

1 rue des Gras

Evreux

Lib. Dubois-Dehayes

rue Chartraine (5 %)

Grenoble

Le Livre ouvert

Cours Fontaine (10 %)

La Rochelle

Lib. La Genette (5 %)

Rue Rougemont

Le Mans

Lib. La Taupe

2 quai amiral Lalande

(10 %)

Lille

Librairie populaire

40 rue de Guesdes

Lyon

Librairie populaire

226 rue Duguesclin (3^e)

(15 %)

Marseille

Librairie Lire (10 %)

Rue Sainte (1^{er})

Metz

Librairie Géronimo

Rue du Pont des Morts

(10 %)

Montluçon

Le Bouillon de culture

15 rue Barathon (10 %)

Nica

Le Temps des Cerises

50 bd de la Madeleine

(10 %)

Nantes

Librairie 71 (10 %)

50 bd de la Madeleine

Orléans

Les temps modernes

rue N. D. de Recouvrance

(5 %)

Quimper

Calligrammes

23 rue du Sallé (10 %)

Perpignan

Le Futur antérieur

22 rue Grande-la-Réal

(10 %)

Reims

Le Grand jeu

20 rue Colbert

CINÉMAS

Paris

Saint-Séverin

12 rue Saint Séverin (5^e)

Tarif étudiant : 10 F

La Clef

21 rue de la Clef (5^e)

Tarif étud.

Seine Cinéma

8 rue Frédéric Sauton (5^e)

Châtelet-Victoria

19 avenue Victoria 1^{er}

Lyon

Cinématographe

44 cours Suchet (2^e)

Tarif collect.

(5 tickets : 40 F.)

Le Canut

32 rue Leynaud (1^{er})

(tarif. étud.)

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

CAMPAGNE 78-79

Abonnés amis : Amis abonnés

Notre formule d'Abonné-Ami tient régulièrement une certaine place dans notre journal. Certains s'en étonnent et nous ont interrogés à ce sujet. Au début de cette nouvelle campagne d'Abonnement, il faut nous en expliquer une nouvelle fois, et souligner l'intérêt et l'importance que revêt cette campagne pour notre journal.

L'IMPORTANT. Les abonnements, c'est une question décisive pour l'équilibre financier de notre journal.

Parce qu'ils constituent en quelque sorte une avance sur les ventes de l'année qui s'ouvre. Parce qu'ils constituent, au contraire des journaux vendus en kiosque, un revenu non grevé par les frais de distribution que prennent nécessairement les messageries pour acheminer le journal vers tous les dépositaires.

C'est pourquoi, tout en assurant avec soin la distribution de notre journal dans toutes les villes de France, nous encourageons les amis du *Quotidien du Peuple* à s'abonner à notre journal. L'avance financière rassemblée fournit une assise à notre budget absolument nécessaire pour pouvoir assurer sans à coup l'équilibre financier du journal. Et il faut que chaque lecteur le sache. Les moyens nouveaux, en homme, en matériel nécessaires au *Quotidien* pour tenir sa place, exigent de ce point de vue non seulement un renouvellement de nos abonnés, mais l'extension très sensible de ce réseau d'abonnés. C'est la condition pour engager les investissements nécessaires dès cette rentrée.

L'INTÉRÊT. Ce n'est pas un simple appel à l'abonnement que nous lançons au lecteur. La formule Abonné-Ami, au delà des quelques avantages qu'elle procure au lecteur, veut renforcer les liens avec lui, le rendre partie prenante du processus de construction de notre journal.

L'ami qui, tous les jours, reçoit notre journal, se forge sur lui un point de vue : sur telle rubrique, tel article particulier, la présentation, la photo... Est-ce bien ? Est-ce mal ? Et pourquoi ? Nous avons besoin de le savoir. A nos abonnés, nous demandons de nous l'écrire. Vos lettres sont lues attentivement. Et il est fréquent qu'en conférence de rédaction, l'une d'entre elles soit l'objet d'un débat, et nous aide à améliorer notre travail.

Nos abonnés le savent, toutes les rubriques de notre journal publient fréquemment des articles signés de correspondants locaux. Il ne s'agit évidemment pas de professionnels. Ce sont des hommes et des femmes qui, simplement, veulent don-

ner de l'écho à une lutte engagée dans leur localité, crier leur colère devant tel fait qu'ils ont jugé particulièrement révoltant... A tous nos amis, lecteurs réguliers, nous proposons de prendre ainsi la plume, de devenir, ne serait-ce qu'une fois, ces reporters amateurs sans lesquels un journal communiste ne pourrait exister.

C'est vrai, aussi bien pour le texte que pour l'image : une photo montrant, face à face, les travailleurs des presses de Renault-Flins et les flics venus les expulser peut en dire parfois plus qu'un article. Beaucoup d'entre vous ont des appareils, prennent des clichés : ces images-là, personne d'autre que celui qui vit au contact de la réalité ne sera là

pour les prendre. Nous les attendons, nous les publierons aussi.

Nombre de nos abonnés ont ainsi l'année dernière resserré leurs liens avec leur journal. Nous voulons qu'ils soient bien plus nombreux.

Une campagne. Voilà pourquoi nous lançons pour la troisième fois cette campagne abonné-ami. Voilà pourquoi elle tient cette place dans notre journal, aujourd'hui. Nos lecteurs en voient la nécessité et l'urgence. Chaque camarade, chaque ami du journal se doit d'y prendre une part active. Faites-nous vos suggestions pour améliorer la formule. Écrivez-nous les initiatives prises pour élargir notre réseau d'abonnés.



Au sommaire

Editorial

Les divers composantes du mouvement écologiste

Centralisme démocratique : Sens d'un débat

Quel front construire aujourd'hui ?

A propos de la théorie des 3 mondes (fin)

Mao Tse Toung : « Discours à une conférence de travail élargie convoquée par le Comité Central du Parti Communiste Chinois » (30 janvier 1962)

Après les élections législatives

PCF : Tardives tentatives de séduction

Seine Saint-Denis : Une politique municipale et départementale partisane

La conception du rapport entre démocratie et délégation : 1^{ère} partie : Sous la révolution bourgeoise de 1789 et pendant la Commune de Paris

L'Argentine à l'heure de la Coupe du Monde



FRONT ROUGE

Quel front construire aujourd'hui ?

Les divers composantes du mouvement écologiste

Centralisme démocratique : sens d'un débat

Le numéro 20 F - passez vos commandes à Front Rouge - BP 68 - 75 019 Paris

TELEVISION

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 6 septembre

- TF 1
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Les chemins de la renommée : le violoncelliste Pablo Casals.
19 h 50 - Tirage du Loto.
20 h 00 - Journal.
20 h 30 - Le retour de Jean. Film TV.
22 h 00 - Médecins dans frontières. Au Tibesti avec le Frolinat, dans un quartier de Beyrouth au Liban, et dans trois camps de réfugiés en Thaïlande.
23 h 15 - Journal et fin.
A 2
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club vacances
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Moi, Claude l'empereur
21 h 30 - Question de temps. Spécial Cuba 78 : reportage de Franck Cassenti ; commentaires de Régis Debray. L'orchestre national de France au Japon. Musique de Berlioz.
22 h 35 - Journal et fin.
FR 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - L'Atlantide. Film de Georg Wilhelm Pabst (1932). Avec Brigitte Helm, Pierre Blanchar. Aventures romanesques.
22 h 05 - Journal et fin.

Jeudi 7 septembre

- TF 1
18 h 15 - La dernière aventure des Lapons. Documentaire
19 h 10 - Jeune pratique : l'emploi des jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Les chemins de la renommée. Robert Schuman
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Julien. Film TV de Youri
21 h 15 - Naissance de la V^e République. Avec P. Pflimlin, Antoine, Pinay, Massu, M. Debré...
22 h 15 - Pierrot le fou. Film de J.-L. Godard (1965). Comédie d'aventures. Avec Jean-Paul Belmondo, Anna Karina, Dirk Sanders, Raymond Devos.
00 h 10 - Fin
A 2
18 h 40 - C'est la vie. La rentrée scolaire.
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les partis politiques : le P.C.
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Le refuge. Film TV suisse. Dramatique.
22 h 10 - Chefs d'œuvre en péril : artisanat d'art.
22 h 40 - Journal et fin
FR 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Casanova, un adolescent à Venise. Film de Luigi Comencini (1969). Étude de mœurs. Au début du XVIII^e siècle.
22 h 30 - Journal et fin.

Dossier de l'écran sur Antenne 2

Le spectacle hebdomadaire des «Une» publicitaires d'un journal dont le fait divers est la «vocation» - Détective - avec l'habituelle photo d'une femme «légère» dans une tenue qui ne l'est pas moins, voisinant avec un titre de sang et de sexe, ce spectacle-là ne donne pas une haute idée du travail du fait-diversier. Moins outrancier, mais tout aussi révoltant, le fait-divers traité par un Quotidien à grand tirage, France-Soir, auxiliaire zélé de la propagande gouvernementale. Le débat des Dossiers de l'Ecran de mardi soir réunissait, entre autres, les représentants de ces deux journaux. Ils n'ont même pas eu à se défendre...

Entre confrères, on n'allait tout de même pas se «tirer dans les pattes» devant des millions de spectateurs, même si sur le terrain ils n'hésitent pas à le faire. Joseph Pasteur avait eu soin de faire venir, à côté de Montarron, fondateur de Détective, et Robert Soulé de France-Soir, des représentants de journaux «sérieux» qui sont moins axés sur le traitement (ou les mauvais traitements) du fait divers. Il y avait même d'Ormesson, fin diseur que l'on voit décidément beaucoup à la télé. La conversation pouvait alors prendre des sentiers suffisamment battus pour éviter de traiter sur pièces le travail de certains journalistes du fait divers.

A ce propos remarquons qu'après avoir donné la définition large du fait divers - tout ce qui ne peut être dans les rubriques de politique, économie, culture ou sport - après avoir même souligné son impor-

LA GRANDE PRESSE ET LES FAITS DIVERS



Une certaine façon de traiter le fait divers.

tance en tant que «fait de société», l'essentiel de la soirée fut consacré restrictivement au fait divers criminel.

Surtout, tous les participants ont affirmé en chœur qu'en raison de la large diffusion des informations par les médias «on ne peut pas travestir une affaire» (R. Soulé). Sans entrer dans le recensement des «tuyaux percés» qui ne sont pas rares, on accordera à France-Soir que la manipulation du fait divers est généralement plus perfectionnée que l'invention pure et simple. Mardi ce quotidien en donnait une nouvelle preuve. A la «Une», un gros titre : «Encore un !» avec en surtitre «un détenu en permission arrêté pour cambriole». Titre «orienté» vers l'indignation; Mais poursuivons. L'article commence par une citation : c'est un flic qui parle. Par la suite, on a droit à de nouvelles expli-

cations policières. Ainsi qu'au point de vue du ministère de la Justice, le tout accompagné d'une biographie anecdotique du délinquant et en conclusion les intentions de Giscard en matière de permissions aux détenus. Dimension énorme accordée à un événement qui statistiquement est fort rare, parole donnée prioritairement et uniquement aux «autorités».

Voilà une sauce qui accompagne à point nommé les propos répressifs de Peyrefitte quant aux conditions de détention. A croire que nous sommes entourés de détenus en permission ! Par contre la mise en liberté d'un assassin paraît - en page intérieure - ne pas inquiéter France-Soir : il est vrai que cet honnête boulanger s'est contenté de faire un carton sur un jeune cambrioleur...

Au bout du compte, ce n'est pas seulement le

commentaire qui différencie les journaux, mais le choix des faits, de la place qui leur est accordée, le choix des témoins, etc.

Pendant que tel journal braque ses projecteurs sur les détenus en cavale, il évoque deux lignes des problèmes qui touchent directement les travailleurs, il ignore systématiquement leur point de vue, ou ne le reprend que lorsqu'il a été orienté «dans le bon sens» par la propagande du pouvoir. C'est plus flagrant encore dans la présentation des luttes ouvrières, mais c'est vrai aussi pour les «faits de société». La société qu'ils reflètent, justement, n'est pas analysée, dénoncée; dans le meilleur des cas, la presse bourgeoise peut dresser un constat, jamais elle ne donne aux travailleurs les armes pour changer les choses en partant des idées justes qu'ils expriment.

IMRO: des travailleurs aux pieds nus

Extraits

2^e épisode

Début juin, les responsables syndicaux s'emploieront à arrêter le mouvement et ceci sans répercussion. La reprise du travail avait été des plus difficiles, les travailleurs sachant pertinemment être les vaincus car, indéniablement, ce n'étaient pas les améliorations de salaires qui résoudraient l'exploitation de la classe ouvrière. Aussi faudra-t-il des assemblées générales quotidiennes et, le 8 juin 1968, 92 % des travailleurs se refuseront à rejoindre les imprimeries, 7 % s'exprimant pour la reprise du travail et 1 % s'en foutant royalement. O surprise ! tout le monde reprendra le lendemain matin car les premiers à reprendre le travail seront malheureusement les délégués syndicaux. Et il est clair que ce volte-face était l'effet de ce qui était cassé nationalement. Au comité syndical suivant, le 22 juin, les ouvriers demanderont des comptes et il est inutile de préciser que les débats furent houleux.

A partir de cette époque, les travailleurs de l'IMRO prendront de nombreuses responsabilités et celles-ci se reflétaient dans les mandats syndicaux qu'occupaient de nombreux camarades de l'entreprise au sein du Comité Syndical de la 22ème section des Travailleurs du Livre C.G.T. de Rouen. Dans le Livre, le comité fait office de section syndicale d'entreprise car cette dernière n'existe pas en tant que telle. Il est impossible de se constituer en section syndicale d'entreprise car cette structure est anti-statutaire dans la F.F.T.L.-C.G.T. Pour toutes structures internes aux imprimeries, il n'existe que les délégués du personnel, le comité d'entreprise et parfois le délégué syndical. En clair, cela signifie que c'est le comité syndical local qui regroupe les militants syndicaux des différentes imprimeries qui décidera des orientations à appliquer en fonction des boîtes alors qu'avec de telles structures, lourdes et archaïques, les copains des divers ateliers n'auront que peu de possibilités pour

prendre réellement leurs affaires en main. En effet, les décisions viennent de l'extérieur. C'est pour cette raison précise que nous ferons en sorte que le comité syndical obtienne la participation d'un maximum de camarades du Livre rouennais, qu'ils soient des élus ou non du comité. Cette section du livre était l'une des plus dynamiques de la Fédération du Livre d'autant plus que les débats qui s'y déroulaient au cours des réunions permettaient des discussions des plus animées car tous les courants d'opinion se confrontaient et se retrouvaient dans l'action revendicative. Ceci constituait justement notre force et notre vitalité. Constatant, notre section élargira son poids et son audience. Un exemple de ce qui pouvait se réaliser en est la Commission des jeunes de la C.G.T., l'une des rares qui ait réellement existé au sein de la C.G.T., autrement que sur le papier. Elle disposait de son propre journal, « 22 jeunes », organisait les jeunes dans les différentes sections de la Normandie (Le Havre, Dieppe, Yvetot, Evreux...), sortait des dossiers de discussion sur les femmes travailleuses, l'Irlande, le Viet-Nam, le Black Panther Party, etc... etc... sans oublier les meetings de soutien au peuple chilien. Toute cette activité faisait que les autres sections du Livre, d'un état moribond, passaient à une nouvelle vigueur car les jeunes s'inscrivaient pleinement dans l'action syndicale; de Paris, ces initiatives devaient paraître trop bruyantes, elles rompaient avec des pratiques sclérosées ce qui eu pour résultat le passage des structures. La tranquillité était sauve !

Si nos patrons étaient assurés du soutien de la bourgeoisie locale, si des travailleurs de l'IMRO avaient acquis depuis bon nombre d'années des responsabilités syndicales, cela permettait qu'au niveau de l'entreprise, une intense activité militante exista. De 1968 jusqu'à la fermeture de l'entreprise, ce sera une montée continue de la combativité et de la conscience de classe qui se développera.

La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes

Chaque jour verra un combat quotidien se réaliser pour remettre en cause l'autorité des chefs, la légitimité patronale, la finalité du travail produit. Le moindre fait qui se déroulait dans l'entreprise était le prétexte pour en faire soit un chahut, soit une discussion, l'idéal étant bien entendu d'en faire une lutte. En réalité, le chahut dans notre imprimerie était déjà un moyen élémentaire de lutte. Pendant l'occupation, nous trouverons de multiples notes des cadres se plaignant auprès des patrons de leur impossibilité de faire de la discipline. Aux yeux du lecteur, il sera évident que nous étions des imprimeurs mais nous ne partageons pas entièrement ses vues. L'IMRO était également une imprimerie où nous expérimentons de nombreuses créations réalisées collectivement par les copains. Ainsi, pendant que les machines roulaient leurs feuilles, nous nous lançons dans la menuiserie pour construire nos armoires ou nos tables de télévision.

Les recherches collectives étaient particulièrement appréciées, notamment celle qui verra la fabrication d'un alambic pour faire de la gnole. Si le débit était malheureusement assez limité pour l'ensemble des camarades, il fut jugé assez intéressant par l'un de nous pour qu'il le rachète... contre quatre bouteilles de bière. Notre esprit de curiosité de toujours en apprendre plus constituait le grand drame de nos chefs. Toujours sous forme de création collective, nous réaliserons un carcan, constitué de bois boulonné, pour y enfermer le copain particulièrement casse-pieds. Nous lui mettons un coussin autour du cou car nous étions des gars assez délicats et sensibles.

A suivre

Jean Kanapa est mort

UN ROLE DISCRET MAIS IMPORTANT POUR LE PCF

Jean Kanapa, membre du bureau politique du PCF, est mort mardi à Paris. Il était âgé de 56 ans. Ses obsèques auront lieu vendredi au Père Lachaise.

Kanapa symbolisait assez bien un certain type de dirigeants du PCF, ayant des responsabilités importantes tout en restant dans l'ombre. Promu tardivement au bureau politique, le 28 mai 1975, Kanapa n'en avait pas moins joué

un rôle moteur dans le PCF depuis de longues années. Professeur de philosophie, il se spécialisa d'abord dans la polémique avec les milieux intellectuels de la Rive gauche. Sartre le traite alors de crétin. Très vite, Kanapa devient dans le PCF un des principaux tenants des rapports avec les pays de l'Est. D'abord rédacteur en chef de *La nouvelle revue internationale*, dont le siège est à Prague, il est correspondant permanent de *l'Humanité* à Moscou

de 1963 à 1967. Poste important, puisque Kanapa est en même temps membre du Comité central, où il a été élu en 1969. A son retour de Moscou, il devient permanent de la section extérieure du PCF, tout en faisant partie du secrétariat de Marchais avant que celui-ci ne succède à Waldech Rochet.

Enfin, en janvier 1973, il devient officiellement responsable de la section extérieure, où il succède à Raymond Guyot. Jusqu'à son entrée au bureau politique, Kanapa était resté d'une très grande discrétion. Il n'avait par exemple jamais été candidat à des élections, à l'opposé de la majorité des membres du BP. Il assistait par contre régulièrement aux Congrès des PC d'Europe de l'Est. C'est lui, notamment qui représentait le PCF au 25^e Congrès du parti russe, où Marchais ne s'était pas rendu.

Depuis 1975, il s'était plus souvent mis en avant. Par exemple en représentant le PCF au débat sur le film *l'Aveu*, en décembre 1976 à la télévision. Ou encore en présentant le rapport sur la défense au comité central du 11 mai 77, rapport qui entérinait le revirement du PCF sur l'armement nucléaire. Depuis quelques années, Kanapa était secondé à la section extérieure par Jacques Denis, membre du Comité central.



Ex-honorable correspondant à Moscou, ex-bras droit de Marchais : Kanapa

Ayant longuement séjourné en URSS, entretenant des rapports fréquents avec les partis des pays de l'Est, Kanapa apparaissait comme particulièrement lié à ces partis, d'autant plus qu'il était chargé d'un secteur — la politique extérieure — où les contradictions entre le PCF et le social-impérialisme ne sont pas des plus vives.

Droit de réponse pour la première fois à la télévision

JEUX PARLEMENTAIRES

La démocratie française est en marche. Une des réformes souhaitée par Giscard et l'opposition va en effet entrer en vigueur : celle du droit de réponse. Le principe en est simple. A chaque fois que le gouvernement fait une déclaration à la télévision, l'opposition dispose d'un temps d'antenne pour lui répondre. Cette procédure va être mise en vigueur dès cette semaine, après la déclaration de Boulin, ministre du Travail, à propos de la lutte contre le chômage. Le principe énoncé, reste à en voir l'application concrète, telle que vient de la définir Jean-Philippe Lecat. D'abord, le droit de réponse n'est possible que dans le cas de déclarations gouvernementales, présentées comme telles. Ce qui signifie que les membres du gouvernement peuvent toujours répondre à des interviews, participer à des débats ou intervenir dans

des journaux télévisés sans être menacés de réponse. Les services du premier ministre ont précisé qu'il y aurait tout au plus «une ou deux déclarations gouvernementales chaque année». Ensuite, l'opposition n'a droit, «dans les 48 heures», qu'à un temps égal à la durée de la déclaration gouvernementale. Enfin, ce temps est distribué selon la représentativité parlementaire. Ce qui veut dire, concrètement, qu'après avoir ingurgité la déclaration de Boulin, nous aurons droit jeudi ou vendredi à quelques minutes pour le PS, et un peu moins pour le PCF. Les partis de la majorité sont censés être d'accord avec le gouvernement, ce qui n'est, dans ce cas précis du chômage, pas le cas du RPR. Notons enfin qu'un débat général, la semaine prochaine, fera les délires des amateurs de ce genre de spectacle.

NOUVELLE DEMANDE D'EXTRADITION DE LA R.F.A.

MAC CANN MENACÉ

L'Irlandais Mac Cann, arrêté le 9 août dernier dans les Alpes Maritimes, sur mandat d'arrêt international de la part des autorités allemandes, risque l'extradition. Accusé par la RFA d'avoir participé à un attentat commis le 13 avril 1973 contre la base britannique de Moenchengladbach, Mac Cann nie toute participation à cet attentat, et son appartenance à l'IRA.

Selon Mac Cann, qui a déposé le 22 août une demande d'asile politique, seules ses opinions républicaines et hostiles à la présence britannique sur le sol de son pays, seraient à l'origine de sa demande

d'extradition. Les autorités allemandes ont d'ailleurs demandé un supplément de délai pour constituer un dossier pour faire valoir leur demande (1). A croire qu'elle n'est pas argumentée. Les avocats de Mac Cann doivent déposer une demande de mise en liberté ce mercredi. Sera-t-elle jugée recevable ? La collusion dont ont fait preuve la justice française et les flics allemands permet d'en douter. Si Mac Cann passe des geôles françaises aux prisons allemandes dont l'efficacité n'est plus à démontrer, ce serait une nouvelle fois les libertés et le droit d'asile qui seraient mis en cause.

Instantanés

Angel le rouge

Il marchait, le long des baraquements d'un foyer «bâtiment et métaux» de Stains, dans l'une de ces banlieues où moins de la moitié des habitants partent en vacances. La soixantaine, la carrure et les mains d'un homme qui sait ce que travailler veut dire. Depuis vingt ans, il habite un pré-fabrique censé loger provisoirement les ouvriers du bâtiment, immigrés pour la plupart. «Vacances» ne veut pas dire grand chose, pour lui. Ce matin de la fin août, le foyer était presque désert, et pour qui savait écouter, Angel avait beaucoup à dire, et sous l'effet de sa parole et de ses gestes, la minuscule pièce à quatre lits de fer, s'est transfigurée durant quelques heures.

Ce fut d'abord la Galicie, sa province natale du Nord-Ouest de l'Espagne. La côte ressemblait à celle de Bretagne, riche et dure. Les pêcheurs échangeaient leurs prises contre les légumes et la charcuterie produits par la famille restée à la terre. Lui avait préféré la mine, dans la province voisine des Asturies. A l'évocation des grèves révolutionnaires de 1934, des premiers affronte-

ments armés, le ton a perdu la nostalgie des souvenirs d'enfance : du soulèvement des Asturies à la rébellion de Franco et à l'encerclement de Madrid, Angel a appris ce que le reste de sa vie a lourdement confirmé : «entre l'argent et le travail, il n'y a pas de compromis. Ceux qui nous affamaient à Gijón et ceux qui nous tiraient dessus à travers les volets, en plein Madrid, étaient les mêmes. Je les ai retrouvés à Bordeaux en 45, déguisés en résistants pour cacher le magot qu'ils s'étaient fait avec les Allemands. Tu vois où je vis maintenant, et tu sais où ils vivent, eux. On les voit quelquefois à la télévision...»

Avant Bordeaux, il y eut le passage de la frontière, avec les gendarmes qui riaient de chaque côté de la route. «Ils riaient pour nous humilier. Nous étions battus, et ils nous avaient pris nos armes. L'humiliation, il n'y a rien

de plus terrible. C'est un officier Croix de Feu qui me l'apprent. Il commandait le camp d'Argeles où nous étions parqués. Il ne nous donnait rien à manger, et il prenait ses repas dehors, sous nos yeux, entouré de gendarmes. De temps en temps, il jetait quelque chose par terre. Il y avait des jeunes de dix-huit ans chez nous, par encore battus comme des hommes et qui pesaient trente kilos». L'objectif du commandant était d'enrôler les républicains espagnols dans la légion étrangère...

Puis ce fut le travail avec un fusil dans le dos, dans les ateliers de réparation des sous-marins allemands basés à Bordeaux, les sabotages et la prison, et enfin l'ordre de s'évader donné par la MOI (Main d'Oeuvre Immigrée), l'organisation à laquelle appartenait le groupe Manouchian. C'était en 1942. «Une fois démobilisé, j'étais ouvrier du

bâtiment. Je n'ai refusé qu'un seul chantier : c'était celui de l'ambassade d'Allemagne».

La libération a laissé un goût amer à Angel : maquisard FTPF depuis 42, il a vu parader dans Bordeaux les résistants de la dernière heure, sanglés dans de splendides uniformes («on avait la canadienne, nous...») et que les gaullistes mettaient aux postes de commandement. Il devait d'ailleurs retrouver ces hommes en 49 : un soir, à la sortie du chantier où il travaillait, au Havre, la police l'attendait : «Nous avons ordre de vous amener devant le tribunal de Mont de Marsan». «Les copains ne voulaient pas me laisser partir. Mais j'ai voulu savoir ce qu'ils me cherchaient. Je me souviens que les trains étaient bondés, pleins de femmes avec leurs gosses. Ils m'avaient pourtant réservé un compartiment où j'étais seul avec eux. A Mont de Marsan, les

paras surveillaient la rue où je suis passé, comme si j'avais été un criminel de guerre. Au tribunal, on me dit que je suis accusé d'avoir tué un officier gaulliste, en 46. Je vois dans la salle les gaullistes qui recevaient les parachutages, et qui nous donnaient quelques armes. Je me suis retrouvé en prison à Bordeaux, où les allemands m'avaient mis, pour six mois. Le tribunal s'est finalement aperçu que l'officier avait été descendu par ses collègues. Parce que dans les containers, il y avait aussi de l'argent. Maintenant quand on me parle de patriotisme, je regarde d'abord qui parle».

Le 18 août 78, l'administration s'est souvenue qu'Angel Arrias s'était battu pendant trois ans pour un pays qui l'avait accueilli dans un camp de concentration. Une lettre, adressée au foyer bâtiment et métaux de Stains, lui reconnaissait le titre d'ancien combattant et lui conférait la Croix de Guerre, pour blessures au combat. Trente trois ans après-

Eric BRÉHAT